

Le "concert des nations" européennes

dans l'entre-deux-guerres.

Cette fiche a tout du bouche-trou! Elle exclut, ou tout au moins traite en passant lorsque c'est nécessaire mais de manière moins centrale et moins détaillée, la France (voyez les chapitres 11 et 12 du cours sur ce pays); les relations avec la Russie bolchevique puis l'U.R.S.S. après 1920, traitées au chapitre 6 du cours sur la Russie, et la guerre civile en Russie, traitée au chapitre 2 du même cours; la S.D.N., traitée dans la fiche P1; la Turquie et les débuts de la décolonisation, deux sujets traités en partie dans la fiche A3, en partie dans la fiche P5, en partie dans les chapitres 10 et 14 du cours sur la France; les Balkans, traités dans la fiche A2; le Vatican, traité dans la fiche R2; les États-Unis (voyez les chapitres 1 à 3 du cours sur ce pays).

Cette dernière omission est sans doute la plus problématique: elle donne l'impression que l'essentiel de l'activité politique internationale se déroulait en Europe. C'était certes une impression répandue à l'époque (surtout dans le vieux monde!), notamment du fait que la S.D.N., qui avait son siège à Genève, était quasiment un club européen, et surtout du fait que jusque vers 1938-1939 les États-Unis refusèrent de s'engager dans le "concert des nations". Mais demeurez conscients qu'ils étaient déjà la première puissance économique mondiale, plus puissants à eux seuls que l'Europe toute entière; qu'ils avaient décisivement contribué à la victoire dans la première guerre mondiale, que la crise de 1929 éclata à Wall Street avant de se propager au monde entier et notamment à l'Europe, que leur engagement fut à nouveau décisif dans la seconde guerre mondiale... Bref, que leur ombre planait sur les gesticulations des diplomates européens. En 1941, lorsque l'Amérique finit par accepter le rôle de *leader* du monde libre, les évolutions en cours depuis les années 1890, accélérées par l'affaiblissement de l'Europe en 1914-1918, freinées par l'isolationnisme américain de l'entre-deux-guerres puis de nouveau accélérées par la seconde guerre mondiale, se traduisirent brutalement par un affaiblissement diplomatique de l'Europe, que l'agitation parfois surréaliste du "concert des nations" dans l'entre-deux-guerres avait retardé le temps d'une génération.

I-Les conséquences directes de la première guerre mondiale.

A) La vague révolutionnaire et son reflux.

La première des conséquences directes de la grande guerre, ce fut la **contagion révolutionnaire** qui sembla un moment gagner toute l'Europe à la faveur des tensions et des bouleversements apportés par le conflit¹.

La révolution éclata en Russie en février-mars 1917; elle se traduisit, outre la chute du régime tsariste et la proclamation de la République, par une débandade générale de l'armée russe et par une gigantesque jacquerie dans les campagnes, où les paysans se partagèrent les propriétés des nobles. Ce fut dans ce contexte qu'en octobre-novembre, à la faveur de l'anarchie et de l'impopularité d'un pouvoir faible, incompetent et qui n'avait pas compris que les Russes voulaient avant tout la paix, un petit groupe d'extrémistes, les bolcheviks, prirent le pouvoir et parvinrent à s'y maintenir à la surprise générale. Ils signèrent presque immédiatement une paix séparée avec l'Allemagne, en mars 1918 à **Brest-Litovsk**, à des conditions léonines: la Russie perdait un tiers de sa superficie en Europe, son armée; l'Allemagne disposait en Russie de privilèges sans précédent qui lui permettaient de dominer complètement l'économie russe (le traité ne fut jamais appliqué du fait de la défaite allemande). Il fallut toute l'influence de Lénine pour imposer ce qui apparaissait comme une trahison des intérêts du pays; mais pour les bolcheviks, qu'importaient les chiffons de papier, qu'importait même la Russie? Il fallait d'abord sauver à tout prix la Révolution.

Dans son dernier livre, *Le passé d'une illusion*, F. Furet souligne le rôle joué par le **pacifisme** affiché par les bolcheviks, et par Brest-Litovsk, dans leur succès tant à l'intérieur de la Russie (où la promesse d'une paix immédiate joua un rôle essentiel dans la popularité initiale du coup d'État; celle-ci ne dura que quelques semaines, mais cela suffit aux bolcheviks pour prendre l'avantage sur leurs ennemis) qu'à l'extérieur, où le pacifisme, tout autant que la promesse révolutionnaire socialiste, fut à l'origine de l'enthousiasme de nombreux Européens pour le bolchevisme. C'était qu'on était dans un monde traumatisé par le plus grand cataclysme de l'Histoire européenne. **Immense scandale, la guerre mondiale avait miné profondément la légitimité des gouvernements, des sociétés, de la civilisation bourgeoise et capitaliste** qui l'avaient laissée éclater et se prolonger durant quatre ans. Elle avait contribué à rendre les passions politiques à la fois plus massives (une génération toute entière avait partagé une même expérience traumatisante, celle des tranchées) et plus radicales: la guerre avait légitimé aux yeux des Européens l'habitude de recourir à la violence pour résoudre les problèmes, même anciens. Pour beaucoup, il semblait du devoir des hommes de bonne volonté de détruire ce monde qui avait débouché sur l'horreur, et toute violence était

¹ L'immédiat avant-guerre avait déjà été marquée par deux révolutions (au Mexique en 1911, en Chine en 1912), mais ces événements lointains et exotiques, qui s'étaient soldés essentiellement par deux plongées dans l'anarchie, n'avaient eu aucun retentissement en Europe.

légitime face à la violence suprême de ce monde, le monde de Verdun, du bourrage de crânes, des régiments rebelles décimés (même si ce dernier point est une légende). **Le capitalisme était responsable de la guerre: la paix ne pouvait donc revenir sans Révolution.**

On admirait donc les bolcheviks, d'abord parce qu'ils avaient stoppé la boucherie, et ensuite, mais en quelque sorte secondairement, parce qu'ils avaient mis en branle le processus de destruction de l'ancien monde — processus dont la trahison des règles de la diplomatie classique à Brest-Litovsk semblait une première étape. Quel eût été le sort des Ukrainiens, Finlandais, etc..., sous la botte allemande, quel eût été celui des prolétariats d'Europe occidentale en cas de victoire allemande, victoire à laquelle Brest-Litovsk redonnait des chances? La gauche pacifiste fascinée par Lénine refusait de se poser ces questions. Les buts des bolcheviks n'étaient pas ceux dont la propagande pacifiste les créditait: bien au contraire, ils voulaient provoquer un embrasement de l'Europe, un conflit de classes généralisé qui aurait été le dernier ("la lutte finale"), mais qu'ils prévoyaient (et souhaitaient) extrêmement violent. Dans l'extrême-gauche d'Europe occidentale et centrale, traumatisée par la guerre, on ne voulait rien savoir de tout cela: que la révolution russe eût été suivie par une guerre civile atroce, on en accusait ses ennemis, sans voir dans le volontarisme révolutionnaire de Lénine les prémisses de ce qu'on appela plus tard le totalitarisme.

Les bolcheviks n'étaient pas seulement des pacifistes. Ils étaient avant tout les promoteurs d'**une idéologie nouvelle** (avant 1917 leurs idées étaient très minoritaires même parmi les socialistes), radicalement révolutionnaire et qui, comme l'idéologie de la France des années 1789-1815, dépassait largement le cadre national: pour eux **la Révolution n'était pas russe mais mondiale** (contrairement par exemple aux révolutions anglaise et américaine). C'était par hasard qu'elle avait éclaté en Russie ("le maillon le plus faible de l'impérialisme"), à la surprise même de Lénine; mais **son avenir était évidemment en Europe occidentale**, là où se trouvait le prolétariat le plus nombreux, le plus conscient et le mieux organisé. Quand ils pensaient à l'Europe occidentale, les bolcheviks songeaient avant tout à l'Allemagne, à la fois parce que ce pays était pour les Russes, de longue date, le cœur de l'Europe et un modèle, parce que c'était la première puissance industrielle du continent, parce que le mouvement ouvrier y était puissant, avec un parti socialiste, la S.P.D. — certes bien réformiste — qui recueillait la majorité relative des suffrages, et parce que la guerre y avait provoqué d'énormes tensions sociales.

Il fallait donc provoquer l'éclosion **de nouveaux foyers révolutionnaires**, d'autant plus qu'en cette fin de l'année 1918 les bolcheviks étaient assiégés par les armées blanches et les corps expéditionnaires occidentaux, et que l'avenir de la Révolution semblait compromis s'il ne venait pas de soutiens de l'extérieur. Ce fut pour coordonner ces actions révolutionnaires que les bolcheviks fondèrent à Moscou en mars 1919 une **troisième Internationale**, censée prendre la suite de la deuxième, l'Internationale socialiste fondée en

1889, qui se trouvait déconsidérée aux yeux de l'extrême-gauche pacifiste et révolutionnaire par son ralliement à l'Union sacrée en 1914. Le bureau exécutif de la troisième Internationale est connu sous l'acronyme russe de **Komintern**. Il imposa aux partis adhérents **vingt et une conditions** draconiennes, dont une organisation de type quasi militaire, et l'engagement d'obéir *perinde ac cadaver* aux ordres de Moscou au nom de l'efficacité révolutionnaire. Cependant en 1919 ce n'était pas encore l'organisation monolithique au service de l'U.R.S.S. qu'il devint lorsqu'il s'avéra que la Révolution n'avait triomphé que dans un seul pays, et que, de plus en plus, les intérêts de la Révolution s'assimilèrent aux intérêts de ce pays, la Russie, promue "patrie des prolétaires". En fait la IIIe Internationale, peu représentative (à la réunion fondatrice il n'y avait que très peu de délégués mandatés par leurs partis, la plupart étaient archi-minoritaires dans leurs mouvements ouvriers respectifs), ne parvint pas à fédérer efficacement les énergies révolutionnaires en Occident. Elle apparut alors que la vague révolutionnaire était déjà en train de retomber, même si ce n'était pas évident sur le moment. De plus, elle ne fit pas disparaître la IIe Internationale (celle-ci existe encore aujourd'hui: le P.S. français en est membre), mais elle la concurrença, contribuant ainsi à l'affaiblissement du mouvement ouvrier. De nombreux leaders socialistes s'y opposèrent, soit par principe, par hostilité à la violence léniniste (Karl Kautsky en Autriche, Léon Blum en France), soit parce qu'ils considéraient que le moment était mal choisi (en Allemagne c'était l'opinion de Rosa Luxemburg, assassinée en janvier 1919)¹.

En Russie, dans l'été 1919 les bolcheviks reprirent le dessus sur leurs adversaires, divisés et surtout partisans exécrés d'un retour total à l'ancien régime tsariste, et à ce titre aussi impopulaires qu'eux; pour gagner la guerre, ils avaient mobilisé l'ensemble des ressources économiques et humaines de la Russie, avec une brutalité sans équivalent dans l'Histoire. Fin 1919, l'ensemble des corps expéditionnaires occidentaux avaient réembarqué; les bolcheviks reconquirent l'Ukraine dès la fin de 1919, la Transcaucasie en 1920-1921, et en 1920 ils manquèrent même reconquérir la Pologne, russe avant 1917². C'était une situation presque inédite: **c'était la première fois depuis 1795 qu'une révolution parvenait à se stabiliser et triomphait de ses ennemis**; c'était surtout la première fois dans l'Histoire qu'un pays vivait sous un régime qui se réclamait officiellement du socialisme.

Et **la contagion révolutionnaire sembla un moment gagner l'Europe**. Il y avait déjà eu des manifestations, des mutineries et des grèves, notamment en France au printemps 1917 (et de nouveau au printemps 1918); on dit beaucoup sur le moment que les mutins et les grévistes étaient inspirés par les bolcheviks. Dans les années 1919-1920, il y eut beaucoup

¹ Voyez le cours sur la France, au chapitre 11, et le cours sur l'Allemagne, au chapitre 2.

² Voyez le cours sur la Russie, aux chapitres 2 et 5.

d'agitation sociale, parfois d'allure nettement révolutionnaire, en France, en Autriche, en Italie, etc.¹; aux marges de la Russie, notamment en Finlande et en Lettonie (pour citer deux pays qui finalement conservèrent leur indépendance acquise en 1918), de cruelles guerres civiles opposèrent les "rouges" partisans d'un rattachement au camp bolchevik, aux "blancs" partisans de l'indépendance et hostiles au socialisme.

À la fin de l'année 1918, ce fut d'abord en **Allemagne** que s'étendit l'agitation révolutionnaire. Dans un contexte d'épuisement économique, de défaite annoncée et de crise politique profonde, des mutineries éclatèrent en octobre dans les ports militaires, où les marins réduits à l'inactivité par le blocus britannique étaient occupés à des tâches dérisoires. L'émeute s'étendit rapidement aux grandes villes; des "conseils ouvriers" se formèrent un peu partout sur le modèle des soviets apparus en Russie en 1905, puis réapparus au printemps 1917. Le 9 novembre, l'empereur Guillaume II abdiqua, le social-démocrate Ebert proclama la République et demanda un armistice (accepté et signé le 11). Ebert n'était pas un révolutionnaire; mais il existait aussi une extrême-gauche socialiste, pacifiste à tout crin et proche des bolcheviks: les "spartakistes", menés par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Après avoir fondé un parti communiste allemand (K.P.D.) en décembre, début janvier 1919 ils tentèrent un putsch sur le modèle bolchevik. D'autres émeutes à caractère révolutionnaire éclatèrent à Leipzig, à Brême, etc. Dans la mentalité des spartakistes comme pour leurs ennemis, soit la Révolution triompherait partout, en Allemagne comme en Russie, soit elle échouerait partout; aussi les événements d'Allemagne étaient porteurs d'un enjeu mondial.

Ce furent les **divisions des socialistes allemands** qui provoquèrent l'échec de la Révolution en Allemagne. La S.P.D. comprenait une majorité de réformistes, partisans de la démocratie, farouchement hostiles à toute violence révolutionnaire. Pour eux le mot de "Révolution", hérité de la tradition socialiste du XIXe siècle, en était venu à signifier un changement sans violence de régime politique et social. Patriotes (ils avaient voté les crédits de guerre en 1914), ils voulaient barrer la route au bolchevisme, car ils connaissaient de première main la situation en Russie, et les méthodes des bolcheviks les horrifiaient. Même au sein des Conseils ouvriers, une majorité restait légaliste. Au fond, les événements de novembre 1918 n'avaient été qu'une explosion de colère: le peuple allemand n'était pas révolutionnaire, et encore moins maintenant que les socialistes étaient parvenus au pouvoir. La situation était très différente de celle de la Russie où, en l'absence de toute concession politique de la part du régime tsariste, le maximalisme révolutionnaire avait fini par imprégner l'ensemble de la gauche. De ce fait **les spartakistes étaient très isolés**. Et puis ils étaient infiniment moins organisés (et moins impitoyables) que les bolcheviks: il n'y avait pas de

¹ Pour l'Italie, voyez la fiche P2.

Lénine allemand, pas de direction incontestée; les différents centres révolutionnaires étaient indépendants les uns des autres.

L'Entente, inquiète d'une possible contagion bolchevique, avait bien pris garde de ne pas démanteler l'armée allemande, laquelle s'était repliée en bon ordre. Ce fut elle qui intervint contre les insurgés spartakistes, à la demande du gouvernement socialiste et avec l'aide des **corps francs**, des unités de volontaires recrutées en grande partie parmi les anciens combattants démobilisés, et qui bénéficiaient des subsides de tous les ennemis de la Révolution. Ils reprirent Berlin en cinq jours; Liebknecht et Luxembourg furent liquidés. En mars, de nouveaux combats eurent lieu à Berlin; à Munich une "République des Conseils" dura jusqu'en mai¹.

Un peu plus tard les troubles révolutionnaires gagnèrent la **Hongrie**, où la République et (conséquemment) la séparation d'avec l'Autriche avaient été proclamées en novembre 1918, mais où l'État était en voie de dissolution, et le pays en voie d'éclatement sous les coups des paysans révoltés contre leurs seigneurs et des nationalités minoritaires (des "allogènes", comme on dit en Europe centrale) qui essayaient de conquérir leur indépendance, aidées parfois par les armées des pays voisins (la Roumanie, la Serbie, plus des troupes tchèques pour la région, appelée Haute Hongrie, où vivaient les Slovaques)².

Dans une situation politique d'autant plus confuse que personne n'avait le moindre mandat populaire, des admirateurs de Lénine fondèrent en novembre 1918 un Parti communiste hongrois dirigé par **Béla Kun** (1886-sans doute 1939), un ancien journaliste et député socialiste qui, fait prisonnier par les Russes en 1916, avait été l'un des compagnons de Lénine après sa libération en 1917. Brièvement emprisonné, Kun fut libéré en mars 1919 par le premier ministre, le comte Károlyi, totalement désorienté par l'impasse totale où il se trouvait; une assemblée des Conseils ouvriers, où les communistes devaient coexister avec d'autres forces, proclama la dictature du prolétariat, la collectivisation du commerce et des grands domaines, la séparation de l'Église et de l'État, etc. Mais le régime de Béla Kun devint rapidement impopulaire (il y eut au moins cinq cent exécutions) et il ne dura que cent trente-trois jours. Coupé de la Russie bolchevique par les "blancs" tchèques et ukrainiens, il tomba

¹ Pour plus de détails sur ces événements, voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 2.

² Avant la défaite, et depuis 1867, l'Autriche et la Hongrie formaient une "double monarchie", c'est-à-dire une alliance de deux États autonomes ayant en commun la capitale confédérale (Vienne), le monarque (Empereur à Vienne et roi à Budapest), la monnaie, une union douanière, l'armée et quatre ministères. La Hongrie elle-même était un ensemble très hétérogène (on ne disait d'ailleurs pas officiellement "Hongrie" mais "Transleithanie", du nom de la Leitha, un petit cours d'eau frontalier avec les pays autrichiens), où les Hongrois contrôlaient de plus en plus difficilement des allogènes plus nombreux qu'eux, parmi lesquels des Slovaques, des Roumains, des Serbes, des Croates, des Ukrainiens, et bien sûr des Allemands, des Juifs et des Tsiganes.

en août sous les coups des contre-révolutionnaires menés par l'amiral Horthy, et surtout de l'armée roumaine qui prit Budapest — et s'empara au passage de la Transylvanie, une région où vivent encore aujourd'hui plus de deux millions de Hongrois. La terreur blanche succéda à la terreur rouge. Kun se réfugia en Russie, joua un rôle dans la répression des anarchistes ukrainiens en 1920 (il se distingua par sa cruauté), fut marginalisé dans les structures du Komintern dès 1922, puis assassiné lors des purges staliniennes. Pour être complet, il faut enfin signaler que la révolution hongroise se propagea un moment dans ce qui est aujourd'hui la **Slovaquie**, à Bratislava (ville hongroise à l'époque, politiquement et par sa population).

À l'automne 1919, la révolution avait fait long feu en Europe, même s'il y eut encore un soulèvement communiste en Allemagne en 1923, à **Hambourg** (dans un contexte très différent, celui de l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises). Plus tard, en décembre 1924, il y eut une toute dernière tentative de coup de force communiste en **Estonie**, mais même dans ce petit pays fragile et frontalier de l'U.R.S.S. ce fut un échec total.

On était dans une situation inédite: les révolutionnaires, inexpugnables en Russie, étaient défaits dans tout le reste de l'Europe. Contrairement aux prévisions de Marx et de Lénine qui pensaient exclusivement en termes de classe et refusaient de prendre en compte les différences de situation d'un État à l'autre, d'un peuple à l'autre, **la révolution n'était pas parvenue à gagner l'ensemble du monde capitaliste** et notamment son cœur industriel, l'Allemagne. Dans les années suivantes, les partis communistes européens s'affaiblirent, même là où ils n'étaient pas interdits. Ce fut pourquoi les Puissances, à la fois rassurées sur le court terme et inquiètes sur le long terme, renoncèrent à réduire la Russie bolchevique par la force et se rallièrent à la stratégie du "**cordons sanitaires**": on désigne de ce nom un ensemble de petits États apparus au lendemain de la guerre, très anticommunistes et très antirusse, censés "monter la garde" aux frontières occidentales de ce qui était en train de devenir l'U.R.S.S. (du nord au sud: la Finlande, les pays baltes, la Pologne, la Roumanie, la Turquie). Comment gérer cette **coexistence entre un État révolutionnaire**, qui continuait à afficher la volonté d'étendre le socialisme au monde entier, **et un monde capitaliste** vite remis des chocs de l'après-guerre, décidé à contenir la contagion révolutionnaire, mais bien incapable de liquider l'U.R.S.S.? Aucune idéologie, aucun penseur n'avait même envisagé un tel problème¹.

B) Les traités de paix et la nouvelle carte de l'Europe.

¹ Pour la réponse... voyez le cours sur la Russie, au chapitre 6.

Les vaincus avaient signé des **armistices** entre la fin septembre 1918 (pour la Bulgarie) et la mi-novembre (pour la Hongrie). Les termes de ces armistices étaient durs, mais infiniment moins que n'allait être ceux de la capitulation de l'Allemagne en 1945: par exemple, aux termes de l'armistice de Rethondes l'Allemagne devait retirer ses troupes à dix kilomètres au nord et à l'est du Rhin et livrer l'ensemble de son matériel de guerre, ce qui l'empêchait de reprendre le combat en cas de désaccord sur les conditions finales de la paix (on lui laissa quand même de quoi écraser les spartakistes); mais elle gardait son indépendance et son gouvernement.

Les vainqueurs se réunirent à la **conférence de la Paix**, qui se tint de janvier à juin 1919 à Versailles et aux environs, dans les immenses palais déserts hérités de la monarchie française. Il y avait trente-deux participants, dont les *dominions* britanniques. **Les vaincus n'étaient pas représentés**, ni les Russes qui avaient "trahi". Personne n'envisageait que la paix ne fût pas imposée par les seuls vainqueurs: c'était compréhensible après quatre ans d'un conflit très dur où les vaincus (entre autres) avaient bafoué les règles que l'on considérait, depuis le XIXe siècle, devoir être celles de tout conflit civilisé, par exemple en bombardant volontairement des populations civiles ou en utilisant des armes "barbares" comme les gaz de combat. De plus, en France notamment on considérait la guerre comme le résultat d'une agression unilatérale qui avait ôté à l'Allemagne sa dignité de pays civilisé: ce fut pourquoi on la traita comme on traitait au XIXe siècle les États non européens. Mais ce type de comportement était très dangereux à terme, car il représentait **la négation même de l'idée de "concert des nations"** tel que le XIXe siècle l'avait élaboré, c'est-à-dire d'un équilibre entre les grandes puissances européennes (les Puissances, comme on disait): les vaincus, convaincus que la seule force et non le droit était à l'origine des traités à eux imposés, risquaient de ne rêver qu'à les annuler. Le gouvernement allemand ne signa le *Diktat* de Versailles qu'"en cédant à la force", et le fit savoir: la plus grande puissance industrielle d'Europe n'acceptait pas le nouvel ordre international. Le gouvernement de l'Autriche-Hongrie et celui de l'Empire ottoman auraient certainement protesté aussi... si ces deux pays n'avaient pas disparu, les traités de paix ayant confirmé leur éclatement. Mais le traité de Trianon, imposé à la Hongrie, était si dur qu'encore aujourd'hui, paraît-il, des touristes hongrois viennent cracher sur le grand Trianon.

Les quatre principales puissances représentées à la conférence de la paix étaient les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie (représentées respectivement par le président Wilson, venu spécialement en Europe pour défendre ses principes, et les premiers ministres Lloyd George, Clemenceau et Orlando). Les principales divergences opposèrent Clemenceau et Wilson.

Ce dernier était arrivé en Europe bien décidé à faire respecter un certain nombre de principes (les "**principes de Wilson**"), qu'il avait exposés en "**quatorze points**" dans un message présidentiel lu au Congrès en janvier 1918. On peut les résumer ainsi: diplomatie ouverte et multilatérale; liberté des mers; suppression des barrières économiques; désarmement; juste règlement des questions coloniales; évacuation par l'Allemagne des territoires occupés durant la guerre et restitution de l'Alsace-Lorraine à la France; réajustement des frontières italiennes, reconstitution de la Pologne et démantèlement des Empires austro-hongrois et ottoman selon le principe des nationalités (un peuple, un État) validé par des référendums; création d'une Société des Nations¹. Par ailleurs, bien plus que Clemenceau, le président des États-Unis était soucieux d'éviter aux vaincus de trop grandes frustrations, qui pouvaient déboucher sur une nouvelle guerre; et aussi de maintenir un équilibre entre les puissances européennes. Mais **Wilson**, qui connaissait mal l'Europe et n'était pas armé pour affronter la *Realpolitik* européenne, **se faisait des illusions**, notamment sur la cohésion territoriale des nations (il ne savait rien de l'enchevêtrement des peuples en Europe centrale et orientale), et sur l'efficacité des référendums qu'il préconisait pour déterminer l'appartenance de telle ou telle région à telle ou telle nation². De plus, impénitent optimiste, il comprenait mal le souci de sécurité de la France après deux guerres contre l'Allemagne.

Les Britanniques soutenaient plutôt Wilson: ils étaient inquiets des ambitions "napoléoniennes" de la France. On les entendit d'ailleurs presque plus que le Président américain, qui dut retourner chez lui à deux reprises (l'Amérique était en campagne électorale); et en bateau, cela prenait du temps.

L'objectif de **Clemenceau** était avant tout d'affaiblir l'Allemagne (et de liquider l'Autriche-Hongrie, son alliée inévitable): pour assurer la sécurité de la France, il ne fallait plus de grande puissance en Europe centrale. Le "Tigre" voulait, sinon annexer ou détacher de l'Allemagne la rive gauche du Rhin (certains en rêvaient), du moins la placer sous occupation militaire française permanente (ce que l'état-major réclamait à cor et à cris): la frontière militaire devait être une frontière naturelle. Il voulait aussi que les Empires centraux fussent déclarés seuls responsables de la guerre et payassent des indemnités, comme la France avait dû en payer en 1871; et si possible, que l'Allemagne mît du temps à se relever économiquement de sa défaite. Enfin, il voulait entourer l'Allemagne d'une couronne d'États clients de la France, afin de se ménager des "alliances de revers".

¹ Sur ce dernier point, voyez la fiche P1

² Ainsi en Haute-Silésie, région de peuplement mixte germano-polonais, des Allemands vinrent voter par train entiers pour le rattachement à l'Allemagne au référendum de mars 1921, ce qui entraîna un début de guerre avec la Pologne.

Pour compliquer les choses, **certains pays appartenant au camp des vainqueurs avaient reçu des promesses inconsidérées** au moment de leur entrée en guerre: ainsi l'**Italie**, alliée des Empires centraux avant 1914, s'était finalement engagée aux côtés de l'Entente en 1915 à la suite de marchandages sordides aux termes desquels on lui avait promis l'ensemble des terres "irrédentes", c'est-à-dire "non encore rattachées" à l'Italie unie; elles étaient situées en Autriche-Hongrie. Les Italiens y incluaient l'Istrie et la Dalmatie (actuellement la côte de la Croatie) dont seules les villes étaient de langue italienne. La **Serbie**, à qui l'on avait promis toutes les terres "yougoslaves", guignait les mêmes régions pour les raisons inverses: les populations non italiennes étaient de langue serbo-croate. La **Roumanie**, entrée en guerre en 1916 seulement (ce qui ne l'avait pas empêchée de capituler la même année), estimait avoir droit à tous les territoires peuplés de Roumains, y compris ceux qui comprenaient de fortes minorités, ou des majorités hongroises ou ukrainiennes. La **Grèce** aussi avait une conception passablement lyrique des territoires peuplés de Grecs, elle rêvait en fait d'un nouvel Empire grec centré sur Constantinople¹. et y aurait bien inclus, entre autres, l'Albanie. Toutes ces promesses, qui relevaient de la *Realpolitik* la plus traditionnelle, étaient évidemment en totale contradiction avec les principes de Wilson; leur inaccomplissement partiel allait provoquer des frustrations même chez les vainqueurs (en Italie, l'opposition nationaliste s'empara promptement du thème de la "victoire mutilée"²).

Le **traité de Versailles**, signé en juin 1919, réglait le sort de l'Allemagne. Elle n'était pas démembrée, mais elle perdait à l'ouest l'Alsace-Lorraine, les cantons d'Eupen et Malmédy qui passaient à la Belgique, le Schleswig du nord de langue danoise qui passait au Danemark, et la Sarre qui se trouvait placée pour quinze ans sous mandat de la S.D.N., confié à la France. À l'est l'Allemagne perdait la ville de Memel (placée sous administration de la S.D.N.), et surtout des territoires assez étendus qui concoururent à former la Pologne, avec en particulier un étroit corridor qui coupait l'Allemagne en deux, mais qui ne correspondait à aucune limite ethnographique: il s'agissait essentiellement de donner un accès à la mer à la Pologne restaurée; mais sur les rives de la Baltique il y avait autant d'Allemands que de Slaves. La ville de Danzig (aujourd'hui Gdansk en Pologne), peuplée d'Allemands, reçut le statut de ville libre, ce qui faisait que la Pologne avait bien un accès à la mer, mais pas de port... Un plébiscite eut lieu en haute Silésie en 1921, qui eût dû aboutir au rattachement à l'Allemagne, mais les Polonais refusèrent des résultats entachés de fraude, il y eut des affrontements armés et la S.D.N. dut procéder à un partage autoritaire du territoire entre les deux pays. Au total

¹ Voyez les fiches A1 et A3.

² L'Italie avait finalement obtenu l'Istrie, mais pas Fiume (voyez plus bas); sur la côte dalmate elle avait dû se contenter de deux enclaves, la ville de Zara et l'île de Lagosta, qu'ils durent restituer en 1945 (aujourd'hui, ces endroits se trouvent en Croatie; la ville s'appelle Zadar, l'île s'appelle Lastovo).

l'Allemagne perdait 15% de son territoire et 10% de sa population; elle n'a reconnu ses frontières orientales qu'en 1990. Le traité lui interdisait de procéder à l'*Anschluss* (annexion) de l'Autriche; pourtant ce pays mutilé ne rêvait que de se joindre à elle; mais le désir d'affaiblir le vaincu l'emporta sur les droits des peuples. Les colonies allemandes devinrent des mandats de la S.D.N., confiés aux vainqueurs. Considérée comme seule responsable du conflit, l'Allemagne devait payer des réparations (dont le montant ne fut pas fixé par le traité, car les vainqueurs ne parvinrent pas à se mettre d'accord). L'armée allemande était réduite à cent mille hommes; elle n'avait le droit d'avoir ni tanks, ni artillerie lourde, ni aviation militaire, ni flotte de guerre. La rive gauche du Rhin était démilitarisée, ainsi qu'une bande de cinquante kilomètres sur la rive droite, et placée pour quinze ans sous occupation française; la France obtint une garantie d'intervention des puissances anglo-saxonnes en cas d'agression allemande.

Les traités de **Saint Germain en Laye** (signé en septembre 1919) et de **Trianon** (signé en juin 1920) concernaient l'Autriche et la Hongrie, réduites à la portion congrue; une micro-République alpine et une petite chose qui ne couvrait même pas l'ensemble de la plaine hongroise succédaient à l'immense Empire centenaire des Habsbourg. Les Autrichiens, nous l'avons vu, ne rêvaient que l'*Anschluss*. En Hongrie, pays qui avait perdu 68% de son territoire et 59% de sa population, le ressentiment était immense: plus de deux millions de Hongrois vivaient désormais sur un sol étranger, notamment en Roumanie. Il fallut une seconde défaite, en 1945, pour que la Hongrie acceptât, de fort mauvais gré, ses nouvelles frontières; encore aujourd'hui, elle se tient pour la représentante des intérêts des populations hongroises des Carpathes, les Sicules, quelque peu maltraités à l'occasion par le pouvoir roumain (surtout à l'époque communiste) et surtout menacées de roumanisation rampante. Les principaux bénéficiaires du démembrement de l'Autriche-Hongrie furent la Roumanie, qui doubla son territoire (d'autant qu'elle récupéra également des territoires russes), et trois États nouveaux: la **Pologne**, la **Tchécoslovaquie** et la **Yougoslavie**¹. Le moins qu'on puisse dire est que ces trois créations de l'immédiate après-guerre ne correspondaient que de fort loin aux États-nations rêvés par Wilson: spectaculairement bigarrés du point de vue linguistique, sans aucune conscience nationale commune, c'étaient de véritables Autriches-Hongries en réduction, des monstres artificiels et difficilement viables, dont deux, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, ont éclaté dans les années 1940, puis une nouvelle fois dans les années 1990, et le troisième, la Pologne, a été profondément transformé par le glissement de ses frontières vers l'ouest en 1945.

¹ Cette dernière, connue jusqu'en 1929 sous l'appellation officielle de "Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes", était en fait une extension de la Serbie d'avant-guerre, qui elle aussi avait doublé son territoire; sa dynastie était la dynastie serbe et son personnel politique était très majoritairement serbe — voyez la fiche A1.

La **Tchécoslovaquie** n'avait jamais existé et presque personne sur place n'avait jamais réclamé sa création (le mouvement national tchèque du XIXe siècle ne concernait que la Bohême et la Moravie, pas la Slovaquie¹). Elle avait été constituée pour des raisons à la fois stratégiques (il fallait un pays de taille raisonnable sur le flanc sud-est de l'Allemagne) et économique (ne pas multiplier les micro-États). Mais elle n'avait pas d'accès à la mer, ce qui était un grave facteur de faiblesse; on avait bien internationalisé les eaux du Danube, mais cela ne suffisait pas. Les pays tchèques regardaient vers la plaine de l'Elbe et la mer du Nord, les pays slovaques, bien plus ruraux et fort pauvres (c'est l'arrière-pays montagneux de la plaine hongroise), vers le Danube et la mer Noire. Les Tchèques et les Slovaques n'avaient pas grand-chose en commun même si les deux langues sont très proches, en particulier ils n'avaient jamais fait partie du même royaume sauf à l'époque de l'Autriche unitaire (en 1914 la Tchéquie était autrichienne et la Slovaquie hongroise), ils n'avaient jamais partagé un destin commun. De plus, à l'ouest les vainqueurs n'avaient pas voulu limiter le pays aux seules plaines de Bohême, trop difficiles à défendre si les montagnes qui les entourent de trois côtés avaient appartenu à l'Allemagne; ils respectèrent donc l'ancienne frontière autrichienne et attribuèrent à la Tchécoslovaquie des montagnes majoritairement peuplées d'Allemands, que l'on appelait les Sudètes², et qui étaient furieux de se trouver dominés par d'anciens allogènes; il y eut même des soulèvements armés en 1919³. De même, à l'est le nouveau pays annexa la Ruthénie subcarpathique, une région autrefois russe, peuplée en majorité d'Ukrainiens; au nord, une petite région peuplée majoritairement de Polonais, autour de la ville de Teschen (Cieszyn), fut partagé entre la Pologne et la Tchécoslovaquie par référendum, en juillet 1920, dans ces conditions qui mécontentèrent les deux pays⁴; la frontière sud avait été dessinée de telle sorte que tout le sud de la Slovaquie était peuplé en majorité de Hongrois, il y en avait d'autres en Ruthénie subcarpathique, et

¹ Cela dit, un Conseil national tchécoslovaque était apparu en France en 1916. À l'indépendance, en octobre 1918 les Tchèques "accueillirent" avec une certaine condescendance leurs "frères tchèques de Slovaquie", lesquels le prirent assez mal; mais comme ce sont des peuples civilisés et qu'il y avait d'autres chats (allemands et bolcheviks) à fouetter, l'affaire se régla sans bain de sang. Le slovaque continua à être utilisé en Slovaquie; mais il n'y eut pas d'autonomie régionale, et un mouvement indépendantiste grandit peu à peu, très réactionnaire et en même temps influencé par le décorum fasciste et nazi.

² Techniquement, c'est le nom de l'une des trois chaînes de montagnes où ils vivaient.

³ Les Allemands étaient nombreux aussi dans les villes — Kafka était un Juif germanophone de Prague! Il quitta d'ailleurs pour l'Allemagne cette ville en voie de tchéquisation.

⁴ Teschen elle-même demeura du côté polonais de la frontière.

n'oubliez pas les Juifs et les Tsiganes... Tchèques et Slovaques ne faisaient que les deux tiers du total¹!

La **Pologne** n'avait qu'une seule nationalité titulaire, et l'essentiel des Polonais y vivaient; mais outre le tracé délirant de ses frontières occidentales, qui lui valait d'inclure des populations allemandes non négligeables, elle avait annexé en 1920 de larges territoires russes peuplés majoritairement de Biélorusses (des Slaves orthodoxes, parlant des dialectes intermédiaires entre le polonais et le russe, mais de haute culture russe à l'exception de quelques nationalistes) et, au nord, de Lituanais (qui ne sont pas des Slaves) — la Pologne s'était emparée de Vilnius, la capitale historique de la Lituanie, ville de peuplement surtout polonais et juif au milieu de campagnes lituanaises. Bref, la Pologne renaissante était entourée de pays qui en voulaient à son territoire... Il y avait aussi 10% de Juifs².

Le traité de **Neuilly**, signé en novembre 1919, concernait la Bulgarie, qui perdait son accès à la mer Égée au profit de la Grèce (la région concernée, la Thrace, était de population mixte; c'est la seule région de Grèce où subsistent aujourd'hui des minorités slave et turque, car elle était encore occupée par des troupes étrangères sous mandat de la S.D.N. au moment de la grande purification ethnique de 1923). Le traité de **Sèvres** (août 1920) était extrêmement sévère pour l'Empire ottoman, mais il ne fut pas appliqué: il fallut négocier un nouveau traité de paix, le traité de **Lausanne**, signé en juillet 1923³.

La création d'une **Société des Nations** est traitée dans la fiche P1.

C) Le déclin de l'Europe.

L'impression générale au sortir de la première guerre mondiale était que le vieux continent était ruiné pour longtemps et mettrait du temps à se ressaisir, si tant était que ce fût encore possible. En témoignent plusieurs ouvrages qui parurent à l'époque et furent des succès de librairie: en Allemagne, ***Le déclin de l'Occident***, du philosophe **Oswald Spengler** (paru

¹ Les Juifs ont disparu avec le génocide. En 1945, les Sudètes ont été expulsés et la Ruthénie subcarpathique est devenue soviétique; elle est aujourd'hui ukrainienne. Il demeure 20% de Hongrois en Slovaquie, et le lancinant problème des Tsiganes; en revanche il n'y a pas de minorité tchèque en Slovaquie, ni slovaque en Tchéquie.

² Au total, il y avait en Europe une trentaine de millions de "minoritaires" vivant sur le territoire d'un État dont ils n'étaient pas la nation titulaire, contre une soixantaine de millions avant 1914 (l'essentiel de la différence était dû à l'indépendance de la Pologne).

³ Voyez la fiche A3

entre juillet 1918 et 1922), dont le "pessimisme aristocratique" influença toute une génération, à droite essentiellement¹; en France on cite toujours la phrase de Paul Valéry: « nous autres civilisations savons désormais que nous sommes mortelles »; ainsi que le titre de l'ouvrage *Le déclin de l'Europe*, du géographe A. Demangeon (paru en 1920).

Les **pertes humaines** étaient énormes: huit à dix millions de morts et sept millions d'invalides à vie du fait des combats (ce chiffre exclut la Russie et la Turquie); de plus, cinq millions de civils avaient péri des conséquences indirectes de la guerre (épidémies, famines, privations) hors de Russie, et sans doute au moins autant en Russie durant la guerre civile (entre 1918 et 1920). La France avait perdu 10,5% de sa population active, l'Allemagne 10%, le Royaume-Uni 5%, l'Italie 6%. Un million et demi de naissances avaient été perdues en France, autant en Italie, plus du double en Allemagne (ce pays ne retrouva jamais son taux de natalité d'avant-guerre); sur ces populations affaiblies, la grippe espagnole fit des ravages (moins qu'en Asie cependant; elle semble avoir emporté dix millions de personnes, dont quatre-vingt dix mille en France, cent dix mille en Grande-Bretagne, deux cent soixante-dix mille en Italie et cent quatre vingt-dix mille en Allemagne). Des réfugiés dépourvus de tout sillonnaient le continent: entre autres un million d'Allemands venus de Pologne, de Russie, des pays baltes, d'Alsace-Lorraine; quatre cent mille Hongrois, deux cent mille Bulgares, plus d'un million de Grecs fuyaient des pays où ils étaient en minorité pour se réfugier dans celui dont ils représentaient la nationalité titulaire; il faut y ajouter les réfugiés arméniens de Turquie, les Russes fuyant le bolchevisme, etc. Au total, on comptait soixante millions de victimes (blessés et réfugiés compris), dont la moitié en Russie. C'était sans précédent à l'échelle du continent.

Le **coût matériel** de la guerre était lui aussi sans précédent, notamment là où le front s'était attardé, en France, au nord-est de l'Italie, en Pologne, en Serbie, en Roumanie (mais pas en Allemagne ni en Grande-Bretagne); et bien sûr en Russie à cause des effets conjoints de la guerre et de la révolution. De mémoire d'homme, jamais une guerre n'avait ravagé aussi profondément une région (celles du XIXe siècle se contentaient en général de détruire un petit nombre de villes): maisons détruites, campagnes dévastées, transports anéantis ou réduits à un état lamentable par quatre ans d'usage intensif sans entretien. Bien sûr, rien de commun avec

¹ Spengler (1880-1936) appartenait à la droite *völkisch* allemande, hostile au régime de Weimar; mais les nazis ne l'aimaient guère, pour la radicalité de son pessimisme et parce qu'il était étranger à leur populisme débraillé.

les destructions de la seconde guerre mondiale, qui marqua l'apogée des bombardements aériens; mais le bilan était déjà terrible.

L'**économie** européenne était en plein marasme. La production industrielle s'était effondrée: en 1920 elle était encore inférieure de 7% au niveau de 1913 à l'ouest de la Russie; en Allemagne le chiffre était de 30% (et en Russie, de... 87%!); il restait à reconvertir les usines qui produisaient du matériel de guerre, ce qui provoqua une grave crise de reconversion en 1920-1921, notamment dans la sidérurgie. Quant à la production agricole, elle était inférieure d'un tiers à son niveau d'avant-guerre; elle traversait paradoxalement une crise de surproduction, car tous les soldats, qui à cette époque étaient en majorité des paysans (sauf en Grande-Bretagne), étaient rentrés en même temps du front. Enfin les **échanges internationaux** avaient baissé de moitié; bien sûr les échanges intra-européens avaient été plus touchés que les autres. Aux effets de la guerre s'ajoutaient ceux des nouvelles frontières apparues en 1917-1923 (ainsi le port autrichien de Trieste, devenu italien, se retrouvait coupé de son arrière-pays danubien), et ceux de l'isolement de la Russie soviétique. La Grande-Bretagne, première puissance commerciale avant-guerre, avait perdu une bonne partie de sa flotte marchande. Le **système monétaire et financier international**, était en ruines¹.

Bien sûr, tout le monde n'avait pas perdu à la guerre: les **innovations techniques** s'étaient multipliées, dans des domaines comme les transports (surtout l'aviation), la chimie, la conservation des aliments. Des **profiteurs de guerre** avaient prospéré en vendant aux armées, qui des armes, qui des rations; surtout, ce qui accentuait le déclin de l'Europe par rapport au reste du monde, **les pays éloignés du théâtre des combats avaient profité de la situation** pour vendre leur production aux belligérants à des prix élevés et pour leur chiper leurs marchés hors d'Europe: parmi eux, les États-Unis bien sûr²; le Canada, l'Australie, l'Afrique du sud, mais aussi l'Argentine qui était à l'époque un pays relativement développé, et le Japon qui (avec les États-Unis) avait pris le relais de l'Europe en Asie orientale. D'autres pays, profitant de ce que les produits européens n'arrivaient plus, avaient commencé à s'industrialiser, comme l'Inde où apparut la firme sidérurgique Tata Iron and Steel, laquelle concurrençait désormais les produits de la métropole.

Les **sociétés** se trouvaient bouleversées: aux effets de la ruine des rentiers et les difficultés des salariés (ouvriers, employés fonctionnaires)³, il fallait ajouter ceux des bouleversements de frontières et des transferts de population en Europe centrale et orientale.

¹: Voyez la fiche E1.

² Voyez le cours sur ce pays, au chapitre 2.

³ Voyez la fiche E1 et les cours sur la France (au chapitre 11) et l'Allemagne (au chapitre 2).

Ainsi les fonctionnaires de province germanophones ou magyarophones de l'ancienne Autriche-Hongrie se retrouvent marginalisés par leur méconnaissance des langues locales, devenues officielles dans les nouveaux États-nations; les commerçants de villes comme Trieste étaient ruinés; pensez aussi à tous ceux dont les propriétés se retrouvèrent de part et d'autre d'une frontière, par exemple les bourgeois de Vienne dont les propriétés se trouvaient dans la plaine hongroise toute proche... Des fragments entiers de classes dirigeantes avaient disparu en tant que telles (comme les familles régnantes des petites principautés allemandes, la cour de Vienne, la noblesse russe), tandis qu'un brassage social intense avait eu lieu dans les tranchées et autour: des fortunes avaient émergé du néant, certains s'étaient enrichis par le seul fait de survivre (ainsi ces paysans français, seuls survivants de leur fratrie). L'ensemble alimentait un très fort ressentiment: les années 1919 à 1921 furent socialement très agitées un peu partout en Europe, et cela n'avait en réalité pas grand-chose à voir avec les tentatives d'exportation de la révolution bolchevique, même si celles-ci se nourrissaient évidemment du mécontentement général.

L'une des forces nouvelles dont la guerre avait suscité l'apparition était constituée par les **anciens combattants**; très présents dans la vie quotidienne et dans la vie politique (comme dans la "chambre bleu horizon" élue en 1919 en France), ils s'organisèrent en associations spécifiques, ligues, etc.... En France et en Grande-Bretagne, ces organismes au départ ne se donnaient pas pour but de faire de la politique, mais plutôt de défendre leurs intérêts collectifs (par exemple d'obtenir que les gouvernements augmentassent le montant des pensions) et d'éduquer les nouvelles générations dans l'horreur de la guerre tout autant que dans le culte de la nation. Cependant, en France la plupart de ces ligues finirent par se lancer dans la politique ou par être récupérées par diverses forces, généralement d'extrême-droite; ce processus prit une dizaine d'années¹. En revanche, dans les pays où ils percevaient la nation comme menacée, une partie importante des anciens combattants furent politisés dès le début: en Allemagne il s'agit essentiellement des célèbres corps francs². En **Italie**. Les anciens combattants italiens figurèrent parmi les forces du **fascisme** montant en 1919-1925 (j'y reviendrai un peu plus bas): la chanson favorite des fascistes, *Giovinezza*, était au départ une chanson de soldats.

¹ Voyez le cours sur la France, aux chapitres 11 et 12. Hors de France, un bon exemple de ce type de phénomène est constitué par la Ligue des Vétérans de la Guerre d'Indépendance de l'Estonie (*Eesti Vabadussõjalaste Liit*). Elle apparut dans les années 1920 comme un mouvement de défense des intérêts catégoriels des anciens combattants; au début des années 1930, un jeune avocat, Artur Sirk, lui donna une direction centralisée, une idéologie ruralo-fasciste et une allure paramilitaire, avec bérets, brassards, salut de type mussolinien, etc. Vers 1933-1934, elle tenta de prendre le pouvoir, moins en réalité par la force (malgré des démonstrations destinées à frapper l'opinion et à intimider la classe politique, un peu comme la "marche sur Rome" en Italie) que par l'action politique.

² Voyez le cours sur ce pays, au chapitre 2.

Auparavant, les anciens combattants italiens avaient été au cœur de l'invraisemblable épopée de **Fiume**, qui annonçait dans une large mesure la montée du fascisme, et que je voudrais évoquer ici. Cette ville autrichienne, de population italienne mais isolée au sein d'un arrière-pays slave, était disputée entre l'Italie et la Yougoslavie; la Conférence de la Paix décida d'en faire une ville libre (c'est-à-dire indépendante mais sous tutelle de la S.D.N.), remettant courageusement à quinze ans plus tard la tenue d'un plébiscite¹. Alors les nationalistes italiens lancèrent une grande campagne sur le thème des sacrifices inutiles, de la "**victoire mutilée**"; parmi eux, le grand poète (en tout cas tenu pour tel à l'époque) Gabriele D'Annunzio, depuis longtemps fasciné par le surhomme nietzschéen. Juste après la guerre, il avait rassemblé des anciens combattants des troupes de choc au sein d'une milice, les *arditi* (le mot désignait à la fois les membres des unités d'élite et ceux de la milice de D'Annunzio). En septembre 1919, la population locale ayant expulsé *manu militari* les troupes françaises chargées de faire appliquer le mandat de la S.D.N., D'Annunzio débarqua à Fiume à la tête de ses *arditi* et prit possession de la ville au nom de l'Italie; assez vite, tous les déçus de la paix se retrouvèrent derrière lui, et la ville devint le rendez-vous de tous les soldats perdus d'Italie et d'Europe. Après quelques mois de bras de fer, en 1920 le gouvernement italien "lâcha" D'Annunzio et reconnut l'indépendance de Fiume; mais la population refusa et en 1924 l'un des premiers gestes de Mussolini fut de l'annexer².

Ces anciens combattants, on les trouvait partout dans la littérature: une grande partie de la production littéraire de cette génération marquée à tout jamais par la grande boucherie³

¹ La même non-solution avait été retenue pour Memel, que la Lituanie annexa en 1925, et pour Danzig, que l'Allemagne annexa en 1939.

² Aujourd'hui Fiume est croate et s'appelle Rijeka (c'est le même mot, "fleuve", en serbo-croate).

³ « Il m'avait toujours semblé (...) que nous avions tous, même encore dans la période d'après-guerre, et peut-être tout particulièrement là, à reprendre pour le continuer le rôle de la "jeunesse", encore que nous ayions vieilli entretemps. Car ces générations qui, nées avec la paix, avaient été, pour une part, exemptées de toute participation à la guerre, et pour une autre part avaient déjà grandi sans aucun rapport direct avec ces événements, sans aucune expérience, donc, de ce tournant de l'ancien au nouveau, ces générations, j'avais toujours eu le sentiment que la guerre les avait en quelque sorte sautées (...). On pouvait en trouver une confirmation dans l'évidence que cette espèce d'hommes n'avait de rapport avec rien, excepté le bien-vivre. Mais nous, éveillés sur les champs de bataille à notre première conscience personnelle, pour ainsi dire livrés d'emblée au tragique et nullement nés pour le bonheur (mais vraisemblablement destinés à retourner finir sur les champs de bataille), je nous tenais à cette époque tenus de ne pas renoncer à la charge et au devoir de la jeunesse (...), et de continuer à porter son fardeau jusqu'à ce qu'ait grandi une nouvelle génération qui, à la différence de ces laissés pour compte de l'histoire, serait reprise par la roue de l'histoire, et par là même capable de nous délivrer, las que nous étions, de cette jeunesse si longtemps prolongée, à la sortie de laquelle se dressera alors la même épée qui nous avait naguère éveillés à la conscience, pour désormais, nous les toujours jeunes, nous dont l'affaire ne pouvait être de "mûrir", nous rendre sur ces mêmes champs de bataille à cette même terre. Car il n'est pas de cruche pour aller deux fois à cette fontaine. C'est ainsi à peu près que je voyais la situation vers 1927 » (le narrateur est autrichien; extrait des *Démons* de Heimito von Döderer, roman paru en Allemagne en 1956).

tournait autour de l'expérience des tranchées, des *Croix de bois* de Roland Dorgelès (publié en France en 1919) à *À l'ouest, rien de nouveau*, de Heinrich-Maria Remarque (paru en Allemagne en 1929) et à *L'adieu aux armes* de Ernest Hemingway (publié aux États-Unis en 1929). Une partie de cette littérature était fort cocardière; une autre au contraire était très pacifiste, comme le célèbre début du *Voyage au bout de la nuit* de Céline, publié en 1931.

Dans l'ensemble l'époque était au **questionnement de toutes les valeurs**, politiques et morales. L'impression dominait d'une gigantesque absurdité: les valeurs humanistes exaltées au XIXe siècle n'avaient débouché que sur l'horreur. Des avant-gardes existaient avant 1914; mais elles concernaient un nombre très limité d'individus, faisaient peu de politique, n'empêchaient pas les bourgeois de dormir et exprimaient la subversion morale dans un langage tout à fait classique. Après 1918 l'académisme continua à dominer partout; mais après-guerre les avant-gardes devinrent infiniment plus radicales qu'avant 1914, et surtout **les avant-gardes littéraires font leur liaison avec les avant-gardes politiques**. Le mouvement dada, né à Zurich en 1916, était encore apolitique, mais pour les surréalistes, dont les années 1920 furent la grande époque, l'art n'avait de sens qu'en liaison avec l'action politique révolutionnaire. Dans le même temps, ces mouvements réhabilitaient l'irrationnel et l'absurde.

Un autre aspect de cette remise en cause de toutes les valeurs, ce fut la rapide expansion de formes de culture "hédonistes", individualistes, issues de la culture populaire et diffusées par l'industrie du spectacle, mais récupérées par la "grande culture". Ce fut à peu près la première fois dans l'histoire de l'Europe que la "haute culture" se mit à l'écoute des "cultures populaires" et s'en nourrit. Le jazz arriva en Europe en 1917 avec les troupes américaines; dans les années 1920, ce fut la mode du tango, du charleston, etc¹.

D'un point de vue géopolitique, s'amorça ce que l'historien Paul Kennedy appelle « la **crise des puissances moyennes** »: la France et la Grande-Bretagne, outre qu'elles avaient souffert de la guerre, n'avaient plus les dimensions nécessaires pour peser dans un monde où des forces inédites avaient été déchaînées, sans commune mesure avec celles qui avaient permis, un siècle auparavant, l'expansion coloniale; où les puissances en voie d'émerger étaient des pays-continent, les États-Unis dès les lendemains de la guerre (dès les années 1900 en réalité, mais l'on n'en avait guère conscience alors), l'U.R.S.S. dans les années 1930. L'aventure nazie semble démentir cette idée de "crise des puissances moyennes"; mais d'un

¹ Pour plus de détails, voyez les cours sur la France, l'Allemagne et les États-Unis.

point de vue géopolitique large, il s'agissait d'une tentative d'organiser toute l'Europe autour de Berlin, donc aussi d'une tentative d'atteindre à la puissance continentale. L'une des conséquences majeures de la guerre fut la **balkanisation** de l'Europe: quatre grands empires, certes passablement vermoulus pour trois d'entre eux, furent remplacés par neuf États nouveaux, plus trois villes libres (dont deux, il est vrai, disparurent promptement). Les rancœurs rendaient impossible toute entente des Européens au moins à court terme.

En toute logique, cela aurait dû profiter aux États-Unis, d'autant que la guerre avait particulièrement affaibli les deux pays qui, avant 1914, apparaissaient comme leurs concurrents potentiels les plus dangereux, l'Allemagne et la Russie. Pourtant les États-Unis, de peur de se laisser entraîner dans un nouveau conflit, refusèrent de jouer un rôle central dans ce monde nouveau que leur puissance économique et militaire avait pourtant largement contribué à façonner; ils refusèrent notamment de signer le traité de Versailles et d'adhérer à la S.D.N.¹. Comme je l'ai déjà souligné en introduction, ce refus des États-Unis d'assumer leurs responsabilités mondiales permit à la France et à la Grande-Bretagne de continuer à animer la diplomatie internationale, s'illusionnant sur les restes de leur puissance. De ce fait, du fait aussi de l'ampleur des haines et des problèmes non réglés (celui des réparations, celui des dettes, celui des frontières et des minorités, etc.), **le monde semblait continuer à avoir l'Europe pour centre; mais ce n'était qu'une illusion.**

Un autre aspect inquiétant pour l'avenir était la **multiplication de régimes politiques neufs**, qui certes affichaient le respect le plus pointilleux pour la démocratie, mais disposaient d'une légitimité fragile et comptaient avec un personnel souvent peu expérimenté. La République triomphait dans toute l'Europe: la nouvelle Russie, la nouvelle Allemagne, la nouvelle Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Finlande, les pays baltes et (provisoirement) l'Albanie étaient des républiques (alors qu'avant 1914, lorsqu'il apparaissait un nouveau pays on allait gratter au fond de l'inépuisable réservoir de familles mini-princières allemandes pour lui donner un monarque)². En apparence, la démocratie libérale, sous forme de république ou de monarchie constitutionnelle, triomphait à l'ouest des frontières russes — plus aucun régime en Europe ne se réclamait d'une légitimité religieuse et ne refusait les principes démocratiques. En pratique, c'était un triomphe parfois tout à fait formel (dans les Balkans, les jeux politiques cachaient souvent fort mal de très archaïques conflits de clans), parfois réel mais fort fragile: on pouvait craindre que ces démocraties ne résistassent pas aux secousses politiques et économiques — par exemple celle de la Tchécoslovaquie, en proie à d'inextricables problèmes de minorités nationales, ou celle de la Pologne, où l'armée victorieuse dans la guerre d'indépendance pesait très lourd dans la vie politique. Ce d'autant

¹ Voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 2.

² La Grèce, la Roumanie, la Bulgarie, la Yougoslavie et l'Italie demeurèrent des monarchies jusqu'en 1967 pour la première, jusqu'à la seconde après-guerre pour les quatre autres.

que les constitutions avaient été rédigées par des hommes peu expérimentés et trop confiants dans les progrès de la raison et de la civilisation — le meilleur exemple en était celle de Weimar en Allemagne: voyez le cours sur ce pays, au chapitre 2¹. Du reste, certains de ces régimes s'effondrèrent très vite. En Hongrie un régime autoritaire s'était imposé dès 1919, avec à sa tête l'amiral Horthy, "régent" à vie d'une improbable monarchie; en Espagne en 1923 ce fut la dictature de Primo de Rivera, au Portugal et en Pologne les démocraties, ou ce qui en tenait lieu, s'effondrèrent en 1926; surtout, en octobre 1922 la monarchie parlementaire italienne fut emporté par la vague fasciste².

II-La lente stabilisation des années 1920.

A) Aspects économiques³

Il y eut une grave **crise de reconversion** en 1920-1921; elle fut accentuée par la politique de déflation menée par la nouvelle administration républicaine aux États-Unis — le flux du crédit en provenance d'Amérique se tarit. Puis, de 1921 à 1929, la **prospérité** fut générale; elle contribua à entretenir l'illusion que les problèmes essentiels avaient été réglés. La concentration des entreprises progressa spectaculairement, moins vite cependant en France et en Grande-Bretagne qu'en Allemagne, et surtout aux États-Unis et au Japon. Il apparut même des ententes internationales, comme en 1926 un cartel de l'acier auquel participèrent des sidérurgistes français, allemands, luxembourgeois, belges et sarrois. Il contingentait la production et aidait les producteurs en difficulté. Il y eut aussi un cartel européen de

¹ Un autre exemple pris totalement au hasard: en Estonie, la constitution de 1920 prévoyait une assemblée unique (le *Riigikogu*), élue au suffrage universel à la proportionnelle intégrale; elle élisait et pouvait renvoyer à tout moment le chef de l'exécutif, lequel n'avait même pas le titre de Président mais seulement celui d'"ainé de l'État" (*riigivanem*). Tous les ministres devaient appartenir à l'Assemblée. Le résultat, ce fut qu'il y eut vingt et un gouvernements en quatorze ans jusqu'en 1934; les *riigivanemad* étaient le plus souvent des intellectuels issus du mouvement nationaliste d'avant-guerre (Konstantin Päts et Jaan Tõnisson alternèrent au poste de *riigivanem*), autrement dit fort peu armés pour la gestion de l'économie. Or le pays avait à peine plus d'un million d'habitants, dont une minorité allemande furieuse d'être dépossédée de son rôle traditionnel d'élite, et se trouvait à la frontière de l'U.R.S.S., dans une zone hautement stratégique... On comprend aussi la colère des anciens combattants, évoquée dans une autre note un peu plus haut, et la facilité avec laquelle ils déstabilisèrent le système politique lorsqu'avec l'arrivée de la crise l'incompétence des gouvernants devint une évidence, et la taille du pays une tragique réalité, surtout en l'absence de toute intégration régionale, militaire ou autre, avec les trois autres pays baltes (on comptait à l'époque la Finlande parmi ceux-ci).

² Vous trouverez plus de détails sur ces événements et sur ces nouveaux régimes dans la fiche P2.

³ N.B. La stabilisation du système monétaire international à la conférence de Gênes (en 1922) est traitée dans la fiche E1. Pour le redémarrage économique du vieux continent, voyez aussi les cours sur l'Allemagne (au chapitre 2) et la France (au chapitre 11).

l'aluminium, un cartel du cuivre et surtout un cartel du pétrole, dominé par des entreprises anglo-américaines¹. Ces accords malthusiens marquaient les progrès de la coopération internationale et la reprise de l'internationalisation de l'économie capitaliste, en cours avant 1914; mais aussi les limites d'une prospérité fragile et discontinue. Les nouvelles méthodes de travail importées des États-Unis, le taylorisme ou fordisme, se répandaient peu à peu, avec, là aussi, un certain retard de la France et du Royaume-Uni; bien entendu, toutes ces innovations ne touchaient guère l'Europe centrale et balkanique, qui demeurait très agricole. La production industrielle augmenta de 40% en France, de 30% en Allemagne, mais de 5% seulement en Grande-Bretagne. Les branches qui progressèrent le plus vite furent l'industrie pétrolière, les industries électriques et la chimie; ce fut aussi la grande époque de l'automobile, tandis que l'industrie aérospatiale progressait à très grands pas.

La **Grande-Bretagne**, première puissance économique mondiale jusqu'aux années 1890, troisième en 1914, était cependant déjà en grande difficulté. Ce pays où la révolution industrielle était née avait du mal à moderniser ses usines: les produits industriels britanniques, trop chers, s'écoulaient de plus en plus difficilement à l'étranger. L'industrie charbonnière, archaïque, insuffisamment concentrée et surtout dépassée par les nouvelles énergies, était en plein déclin, et avec elle les anciens bassins miniers; les choses n'allaient guère mieux dans la sidérurgie et le textile. Le patronat britannique avait l'esprit routinier, la main-d'œuvre était coûteuse et manquait de capacités d'adaptation. Le port de Londres déclinait, le commerce transatlantique avait de plus en plus New York et Rotterdam pour centres. À tout cela s'ajoutaient les effets d'une politique monétaire plus soucieuse de puissance financière que de puissance industrielle². De ce fait, il persistait un chômage relativement élevé; le malaise social était général, d'autant que les inégalités de revenus et les contrastes sociaux (y compris dans les comportements quotidiens et même la manière de parler l'anglais) avaient toujours été bien plus forts que sur le continent. Il y eut une grande vague de grèves en 1925-1926, qui culmina en une **grève générale** en mai 1926; le premier ministre conservateur Baldwin brisa la grève après d'être fait accorder les pleins pouvoirs, mais elle continua six mois de plus dans les mines. Le droit de grève fut limité en 1927. Le parti travailliste, très lié aux syndicats (les *trade unions*), dépassa définitivement le vieux parti libéral et exerça deux fois brièvement le pouvoir, en 1923-1924 et en 1929-1931 (Ramsay MacDonald fut deux fois premier ministre³), mais ce furent deux échecs.

¹ Voyez la fiche E2.

² Voyez la fiche E1.

³ Par la suite il demeura au pouvoir jusqu'en 1935, à la tête d'un gouvernement d'urgence nationale dominé par les conservateurs.

B) Les difficultés diplomatiques du début des années 1920.

La situation diplomatique des années 1920-1924 peut être résumée comme suit: la France, qui du fait de son rôle crucial dans la victoire se prenait pour "le gendarme de l'Europe", se heurtait à l'opposition de la Grande-Bretagne, puissance impériale rivale, et de l'Allemagne, laquelle, quoiqu'ayant conservé l'essentiel de son patrimoine industriel, avait énormément de mal à se reconstruire et à regagner le "concert des nations". Mécontente entre vainqueurs et obstination française expliquent largement la lenteur du retour à la normale.

La France et le Royaume-Uni s'opposaient d'abord sur des questions coloniales, plus précisément sur le **partage des dépouilles de l'empire ottoman** en Méditerranée orientale, l'une des dernières régions ouvertes à la colonisation¹. Il y eut différentes crises: entre autres, la victoire de Mustafa Kémal, discrètement soutenu par la France, sur les Grecs clients de Londres, entraîna la démission de Lloyd George en 1922. Ces frictions laissèrent des traces. Un autre problème lancinant était celui des **dettes de guerre entre alliés victorieux**; l'Amérique était au cœur de cet *imbroglio*, car elle exigeait un paiement sans faute; mais la France aurait bien aimé que la Grande-Bretagne fît un geste, car elle estimait avoir beaucoup plus contribué à la victoire; argument qui, le danger teuton passé, laissait Albion de marbre.

Le troisième problème était le **problème allemand**. La France et les Anglo-Saxons s'opposaient au sujet de ce pays: les Britanniques et les Américains souhaitent un redressement rapide de l'Allemagne vaincue, en partie par crainte d'une révolution en Europe centrale et parce qu'ils voulaient un rempart efficace contre l'U.R.S.S., en partie parce qu'ils s'inquiétaient d'une Europe continentale dominée militairement et économiquement par la France. L'économiste britannique John Maynard Keynes (influent auprès de Downing Street) avait souligné, dans son ouvrage *Les conséquences économiques de la paix*, paru en 1919, que si dans le même temps qu'elle en exigeait le paiement rubis sur l'ongle la France empêchait l'Allemagne de se doter des moyens de régler ses dettes, l'ensemble de l'économie centre-européenne risquait de s'effondrer, et même par ricochet celle de la France et du Royaume-Uni. Mais les scrogneugneux au pouvoir à Paris ne voulaient rien entendre — leur cri de guerre était: "le Boche paiera". La France, surtout après le rejet du traité de Versailles par le Congrès américain (ce qui la privait d'une garantie automatique d'intervention des puissances anglo-saxonnes en cas d'attaque allemande), avait le sentiment de se retrouver seule face à une Allemagne qui rêvait de revanche et demeurait une grande puissance: soixante millions

¹ Voyez la fiche A3.

d'habitants contre quarante, une démographie plus dynamique (et des millions d'Allemands dans les pays d'Europe centrale sur lesquels la France comptait, justement, pour l'aider à contrôler l'Allemagne), une industrie qui avait moins souffert que l'industrie française... Le seul avantage que conservait la France, c'était son potentiel militaire; mais ce potentiel coûteux ne pouvait être maintenu que si l'Allemagne payait régulièrement des réparations substantielles; sans celles-ci, par ailleurs, comment rembourser les Anglo-Saxons tout en reconstruisant le pays?

Ce fut pourquoi l'on assista à des marchandages sordides à propos des **réparations allemandes**, doublées d'une série de gesticulations intimidatoires gauloises d'allure militariste et impérialiste: la diplomatie française donnait l'impression de se tromper d'époque. En juillet 1920, une conférence internationale se réunit à **Spa**, ville d'eaux belge, pour fixer la part de chaque bénéficiaire des réparations allemandes: on aboutit à 52% pour la France, 22% pour le Royaume-Uni, etc. Une **Commission des Réparations**, prévue par le traité de Versailles, finit, en mai 1921, par fixer le montant desdites réparations à cent trente-deux milliards de marks-or, payables à raison de deux milliards par an plus une somme annuelle correspondant à 26% du montant des exportations allemandes. Le gouvernement allemand cria au grand banditisme, mais dut s'exécuter. Or à cette date le front des puissances victorieuses contre l'Allemagne était déjà passablement lézardé. En mars 1920, à la suite du putsch de Kapp, les armées française et belge avaient occupé les villes de Francfort, Darmstadt et Duisbourg en Rhénanie, en réplique à l'entrée de la *Reichswehr* dans la Ruhr pour y réprimer de l'agitation communiste; mais devant les protestations britanniques, la France avait très vite dû évacuer ces villes. En mai 1921 les vainqueurs retrouvèrent leur unanimité, il fut même question d'une occupation collective de la Ruhr; mais à partir de l'automne 1921 l'Allemagne, dont la monnaie commençait à se déprécier de plus en plus vite, montra une réticence croissante à payer: considérant que la France abusait du "chèque en blanc" que le traité de Versailles lui avait donné, et que la mauvaise santé de son économie et de sa monnaie était due aux exigences françaises, elle ne voulait payer que si elle y trouvait une compensation dans la relance de son économie, ce qui n'était pas le cas. Les Anglo-Saxons, sous l'influence de Keynes, étaient de plus en plus ouvertement partisans d'un traitement moins dur envers les vaincus.

Les tensions augmentèrent encore en 1922, à la suite de l'échec de la **première conférence de Locarno** (c'est une villégiature suisse, fort à la mode parmi les diplomates d'alors). La Grande-Bretagne et l'Italie acceptèrent de garantir les frontières de la France et de la Belgique, mais refusèrent une clause d'intervention automatique en cas d'agression allemande du type de celle qui avait été négociée à Versailles avec les Anglo-Saxons: les Britanniques voulaient en échange que l'on renégociât les réparations allemandes, ce que les Français refusèrent d'envisager. De plus, en juillet 1922, les Britanniques durcirent leur

position concernant la dette française: ils en exigeaient désormais le remboursement intégral. À l'été 1922, le gouvernement allemand déclara qu'il était incapable de payer ses dettes et réclama un moratoire de six mois; la France refusa, sauf si en échange les mines de la Ruhr étaient remises temporairement aux Alliés (c'était ce qu'on appelait la doctrine du "gage productif"). Les relations se dégradèrent sans cesse, la France cherchait un prétexte: un retard de quelques semaines dans une livraison en nature (un chargement de poteaux télégraphiques) le lui fournit. Fin décembre 1922, la Commission des réparations décida par trois voix (celles de la France, de la Belgique et de l'Italie) contre une (celle de la Grande-Bretagne) **l'occupation de la Ruhr**, où les troupes françaises et belges pénétrèrent en janvier 1923.

La résistance passive des Allemands dura jusqu'en août, avec une longue grève générale, officiellement encouragée par le gouvernement de Berlin qui indemnisa les grévistes, et de spectaculaires sabotages; dans le même temps, l'hyperinflation réduisit à néant la valeur de la monnaie allemande. Poincaré fit appel à des ouvriers et soldats français et belges pour briser la grève, notamment dans les chemins de fer; comme en 1919, la France encouragea aussi les autonomistes rhénans, pourtant bien minoritaires. L'Allemagne, à bout de souffle, dut céder et mit fin à l'épreuve de force en septembre¹. Mais la France était en difficulté, notamment parce que le franc était attaqué sur les places internationales: elle dut demander un crédit à la banque américaine Morgan. Le gouvernement français finit donc par accepter la réunion d'un comité d'experts présidé par un banquier américain, le général Dawes. Le **plan Dawes**, négocié en avril 1924, représentait pour la France une demi-capitulation; elle devait accepter un rééchelonnement des versements allemands, qui seraient entièrement indexés sur l'état de l'économie allemande; en revanche, ils seraient garantis par un contrôle allié sur les chemins de fer et les douanes du *Reich*; ils se feraient en partie en nature (en charbon notamment). L'affaire de la Ruhr coûta très cher à la France en termes d'image internationale, notamment dans les pays anglo-saxons: l'Allemagne y était perçue comme une victime et l'opinion était révoltée par les excès de la soldatesque et les rodомontades des militaristes français. La France apparaissait comme la puissance la plus dangereuse pour la paix. Mais avec le plan Dawes l'affaire des réparations était réglée, les comptes étaient apurés, même si c'était au détriment de la France; la porte était ouverte désormais à une autre politique, qu'allait incarner Briand, pourtant partisan du "gage productif" à l'origine (il changea d'avis en 1921).

Autre aspect de la diplomatie française en Europe: les **alliances "de revers"** contre l'Allemagne. Les pays concernés étaient la Pologne (avec laquelle la France signa un traité

¹ Pour plus de détails, voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 2.

d'alliance en 1922), la Tchécoslovaquie (le traité date de 1922), la Roumanie (le traité date de 1926), la Yougoslavie (le traité date de 1927). En 1920-1921, les trois derniers de ces pays avaient formé une "petite Entente", destinée à se prémunir contre le ressurgissement d'une Autriche-Hongrie. C'était un retour à la diplomatie la plus traditionnelle, il y avait même des clauses secrètes... Parmi les voisins de l'Allemagne et de l'Autriche, la Hongrie vaincue, furieuse du traité de Trianon, était exclue de ce système; de toute façon il aurait été impossible de la faire cohabiter avec la Roumanie. C'était de la part de la France une vision géopolitique grandiose, mais le projet avait le défaut de s'appuyer sur des États jeunes, instables, pauvres, hostiles les uns aux autres (la Pologne et la Tchécoslovaquie s'opposaient sur la région de Teschen); en réalité, ils avaient bien plus besoin de la France (notamment les trois premiers, pays du "cordon sanitaire", face à l'U.R.S.S.) qu'ils ne pouvaient l'aider: les alliances de revers représentaient donc une charge nouvelle pour la France, et un très fort risque d'instabilité en Europe centrale¹. Le *Foreign Office*, très hostile aux Polonais notamment, considérait ces efforts avec un mélange d'ironie et d'inquiétude; la Grande-Bretagne s'occupait avant tout de conserver le contrôle des ses alliés sur les côtes européennes, les pays scandinaves, le Portugal et la Grèce; elle avait encore par ailleurs deux bases en Méditerranée, Malte et Chypre.

Pendant ce temps, l'U.R.S.S. reprenait langue avec la Grande-Bretagne et surtout signait un traité avec l'autre paria, l'Allemagne, à Rapallo en avril 1922...² Finalement, la France et la Grande-Bretagne reconnurent le régime bolchevik en 1925.

C) La détente en Europe à la fin des années 1920.

À partir de l'été 1924, le climat général changea. Le président du Conseil du cartel des gauches, Édouard Herriot, fit évacuer la Ruhr en août 1924. Conscients des capacités limitées de la France à imposer des vues trop agressives contre la volonté des Anglo-Saxons, pariant sur une réforme de la Société des Nations qui la rendrait enfin efficace, Herriot et ses

¹ La France avait déjà été entraînée dans des aventures centre-européennes en 1920, à cause de la Pologne: tout juste indépendante, elle avait attaqué la Russie bolchevique pour obtenir des frontières orientales plus favorables que la ligne Curzon (la frontière établie par l'Entente, ainsi nommé du nom du diplomate britannique qui l'avait tracée d'après des critères linguistiques); mais après quelques succès, notamment la prise de Kiev en juillet 1920, la toute jeune armée polonaise s'était vite trouvée en difficulté et il avait fallu que l'armée française intervînt, sous les ordres du général Weygand, pour sauver *in extremis* Varsovie, menacée par l'Armée rouge, et l'indépendance de la Pologne. Finalement, la paix de Riga (signée en mars 1921) aboutit à un compromis très favorable à la Pologne. La France intervint aussi, diplomatiquement, dans l'*imbroglio* silésien en 1921, et obtint péniblement la signature d'un traité d'alliance politique et commerciale entre la Pologne et la Tchécoslovaquie en novembre 1921, l'une des bases de la "petite Entente".

² Voyez les cours sur la Russie, au chapitre 6, et sur l'Allemagne, au chapitre 2.

successeurs (y compris Poincaré, l'homme de l'occupation de la Ruhr, revenu aux affaires en 1926 à la faveur de la crise monétaire) cessent de jouer les trouble-fêtes sur la scène diplomatique et parièrent sur ce qu'on appelait à l'époque la "**sécurité collective**". La conjoncture économique, au beau fixe, aida beaucoup à la détente diplomatique; par ailleurs les États-Unis finirent par accepter un rééchelonnement de la dette des Européens, et le système monétaire redessiné à Gênes devenait peu à peu une réalité. Même les petits pays neufs semblaient se stabiliser. À partir de 1924, les coups d'État d'extrême-droite et d'extrême-gauche se firent nettement moins nombreux; si les dictatures polonaise et portugaise se mirent en place à cette époque, ce fut sans effusion de sang, par dégradation progressive des systèmes préexistants. Même en Allemagne, où les opposants à la république de Weimar restaient nombreux, ils n'arrivaient plus à mobiliser les foules.

Les deux symboles de cette "ère des bons sentiments" furent le ministre français des Affaires étrangères, Aristide **Briand**, dont l'extrême-droite raillait impuissante le "pacifisme bêlant", et son homologue allemand, Gustav **Stresemann**. Contrairement à Briand, Stresemann, un industriel, était issu de la mouvance politique la plus conservatrice; comme Briand, il avait eu juste après la guerre des positions plus nationalistes que celles qu'il adopta à partir de 1924. Il visait toujours une révision du traité de Versailles, mais par des moyens pacifiques¹.

En octobre 1925, une grande conférence diplomatique (sur une initiative britannique) aboutit à la signature du **pacte de Locarno**, par lequel l'Allemagne reconnut ses frontières occidentales et la démilitarisation de la rive gauche du Rhin, sous la garantie des autres Puissances. En revanche, l'Allemagne refusait toujours de reconnaître ses frontières orientales, à cause de la présence de nombreux Allemands en Pologne et en Tchécoslovaquie: deux pays qui se sentirent "lâchés" par la France... En septembre 1926, en application des dispositions du pacte de Locarno, **l'Allemagne fut admise à la S.D.N.**, où elle obtint un siège de membre permanent du Conseil, ce qui la plaçait sur le même plan que le Royaume-Uni et la France: elle était décidément réintégrée dans le concert des nations. Huit jours après, Briand et Stresemann se rencontrèrent à Thoiry, en France: ils dressèrent de grands projets de coopération économique— un remboursement anticipé des réparations allemandes devait accompagner le retrait de l'armée française de Rhénanie.

Le système de la sécurité collective arriva à son apogée en 1927-1928: une véritable mystique de l'amitié franco-allemande se développa dans les deux pays. En août 1928, ce fut le **pacte Briand-Kellogg**, par lequel quinze puissances, dont la France, l'Allemagne et les États-Unis, condamnaient solennellement le recours à la force et s'engageaient à rechercher des

¹ Cette période est décrite du point de vue français au chapitre 11 du cours sur la France.

solutions pacifiques à d'éventuels conflits: la guerre était désormais hors la loi, expliqua-t-on aux opinions publiques ébaubies. Briand avait cherché notamment à faire revenir l'Amérique sur la scène européenne (Kellogg est le nom du secrétaire d'État de l'époque); mais le texte signé, quoique élégamment rédigé et tout gluant d'élévation morale, était dépourvu de toute valeur contraignante. En 1929, une nouvelle conférence aboutit à la mise au point du **plan Young** (du nom d'un expert américain), par lequel les réparations allemandes se trouvaient une nouvelle fois rééchelonnées (elles étaient censées s'échelonner jusqu'en 1988...), en échange de quoi la France s'engagea à retirer ses troupes de Rhénanie en juillet 1930, ce qu'elle fit d'ailleurs: la voie d'une pacification durable de l'Europe semblait ouverte. En 1930, Briand rêvait tout haut devant l'assemblée générale de la S.D.N. à la constitution d'États-Unis d'Europe...

Une ombre cependant à cette réconciliation générale en Europe: l'**Italie** — le régime faciste se réclamait d'**une éthique de la guerre**, laquelle était, selon le peintre futuriste Marinetti, proche du régime, "l'expression la plus parfaite de la race"; un autre futuriste, le cinéaste Bruno Corradini, avait écrit: « supprimez la lutte et vous supprimerez la vie ». Mussolini rêvait d'une réparation des injustices de l'après-guerre, de grandeur militaire, d'**un nouvel Empire circumméditerranéen**, d'expansion coloniale, etc. Il réclamait la révision des traités, exprimait publiquement son mépris pour la S.D.N. et pour la "sécurité collective". En 1923, il tenta un débarquement militaire à Corfou (une île grecque de population mêlée, en face de la côte italienne), mais il fallut rembarquer sous la menace des troupes britanniques en Méditerranée; l'année suivante, on l'a vu, le *Duce* annexa Fiume. Les autres grands pays d'Europe ne comprenaient pas le danger qu'il constituait. Après une brève tentative de rapprochement avec la France, en 1926 l'Italie signa avec le Royaume-Uni un accord de partage en "zones d'influences" de l'Éthiopie, pays indépendant et membre de la S.D.N... En 1927-1929, Rome plaça l'Albanie sous un protectorat officieux: c'était un camouflet pour la France, protectrice de la Yougoslavie qui lorgnait aussi ces montagnes miséreuses et agitées.

III-Les effets de la grande crise en Europe.

A) Effets économiques.

La crise des années 1930 est partie d'un seul pays (les États-Unis), contrairement à celle des années 1872-1896 et à celle des années 1970. Ce fut d'abord une crise bancaire et financière (crise d'endettement et de spéculation, en l'absence de tout organisme de contrôle des banques) qui se traduisit par une contraction spectaculaire du crédit; plus tard, elle fut entretenue par la faillite de nombreuses entreprises débitrices. Elle se greffa sur une crise agricole (et l'aggrava): la surproduction avait entraîné de longue date un endettement massif. La crise industrielle, provoquée au départ par la contraction du crédit, fut entretenue par la baisse de la consommation liée à l'explosion du chômage en l'absence de tout mécanisme redistributeur de richesse.

Ce furent les liens étroits noués entre les économies européennes et américaine qui provoquèrent l'extension de la crise à l'Europe. Le même type de phénomène s'était déjà produit au XIXe siècle (la guerre de sécession avait provoqué une "famine de coton" au Royaume-Uni et en France dans les années 1860, ce qui avait sans doute contribué à l'inversion de cycle Kondratieff à partir de 1872¹); mais jamais ils n'avaient concerné l'ensemble de l'activité économique. L'ampleur des répercussions de la crise américaine dans les années 1930 est due à la fois à la puissance économique des États-Unis, inédite dans l'Histoire; à la dépendance de l'Europe, inédite elle aussi, notamment envers les capitaux américains. Dans les deux cas il s'agissait en partie de conséquences de la première guerre mondiale, ou plus exactement c'étaient deux phénomènes anciens mais qui furent très amplifiés par la guerre. Enfin et surtout ce monde interdépendant ne comptait aucun mécanisme destiné à faire face à une situation de crise (comme le F.M.I. ou la Banque mondiale aujourd'hui), et les gouvernements firent preuve du plus total égoïsme: aucun, surtout pas celui des États-Unis, ne pensait en termes mondiaux, ne comprenait qu'au XXe siècle les problèmes d'un pays étaient les problèmes du monde entier.

La **baisse des prix aux États-Unis**, dont les effets furent amplifiés par la dévaluation du dollar en 1933, provoqua une mévente des produits européens sur le marché américain. Les pays européens, dans l'ensemble, ne réagirent qu'avec retard (notamment sur le plan monétaire, à l'exception de la Grande-Bretagne qui avait pris les devants dès 1931). Pendant ce temps, les produits américains, toujours moins chers, prenaient des parts de marché en Europe. Surtout, le **retrait des capitaux américains**, massif et brutal provoqua des tensions sur les systèmes bancaires et une panique chez les épargnants européens: du coup, la crise financière américaine se reproduisit, presque à l'identique, en Europe. Puis l'Europe entretint à son tour la crise: elle contribua largement à la contraction des échanges et de la consommation

¹ Voyez le cours sur la France, au chapitre 8.

au niveau mondial par la désorganisation du système monétaire international et par la montée des protectionnismes; mais aussi par la crise politique et l'orientation de plus en plus d'économies vers l'autarcie et vers la guerre, donc vers des dépenses improductives.

Logiquement, ce furent les banques européennes qui furent d'abord touchées; les premières furent les banques allemandes et autrichiennes, car l'extraordinaire redressement que ces pays avaient connu dans les années 1920 était étroitement lié à l'afflux des capitaux américains¹. On retient généralement la faillite en mai 1931 de la **Kredit Anstalt** autrichienne, un établissement fondé en 1855 par les Rothschild, malgré une aide de dernière minute de la S.D.N., et dans un contexte politiquement très lourd (l'Autriche et l'Allemagne venaient d'annoncer une union douanière qui apparut comme un début d'*Anschluss*, ce qui souleva une tempête de protestations françaises); et celle de la **Danat Bank** de Hambourg, en juillet 1932. La Grande-Bretagne, qui servait de relais aux prêts américains en Europe, fut touchée par ricochet à partir de la mi-1931; il n'y eut pas de faillites aussi spectaculaires, mais la Banque d'Angleterre, en difficulté à cause des dépenses qu'elle avait dû consentir pour sauver d'autres établissements, dut avoir recours à des crédits français et américains. Dans le même temps Londres, qui demeurait le premier port d'Europe, souffrait beaucoup du ralentissement des échanges internationaux. En France, la crise n'arriva que fin 1931, et fut moins profonde².

Puis la crise toucha tous les secteurs d'activité; je prendrai ici l'exemple de l'**agriculture**. Les agricultures européennes souffraient de la concurrence des pays neufs (pour le blé: les États-Unis, le Canada, l'Argentine — ce dernier pays vendait aussi beaucoup de viande à l'Europe dans les années 1920); elles souffraient surtout de leurs archaïsmes. En France dominait la petite exploitation en faire-valoir direct; le mode de succession (un partage égalitaire entre tous les héritiers) avait provoqué de longue date un morcellement excessif des exploitations; l'agriculture manquait de crédits et ne parvenait pas à combler son retard technique, les rendements étaient faibles. L'agriculture française ne survivait que grâce à un strict carcan protectionniste, à l'abri des tarifs Méline³. En Allemagne, la situation était en gros la même à l'ouest, notamment en Rhénanie et en Bavière; à l'est en revanche dominait une grande agriculture nobiliaire avec des propriétaires absentéistes, souvent nobles (les *Junkers*), peu intéressés à une éventuelle augmentation des rendements car elle les aurait obligés à faire des investissements, alors que la situation du moment leur suffisait pour mener une vie de rentiers. Cette situation était celle aussi d'une grande partie de l'Europe centrale. Enfin au

¹ En réalité, ces difficultés avaient commencé dès avant octobre 1929, lorsque lesdits capitaux commencèrent à être accaparés, en Amérique, par une spéculation devenue folle.

² Voyez le cours sur ce pays, au chapitre 12. L'effondrement du système monétaire international est traité dans la fiche E1.

³ Voyez le cours sur la France, au chapitre 8.

Royaume-Uni l'agriculture avait été depuis longtemps sacrifiée à l'industrie (dès le XVIII^e siècle, le mouvement des *enclosures* avait provoqué un exode rural massif, et l'élevage des moutons, dont la laine constituait la matière première de l'industrie textile, avait remplacé la polyculture traditionnelle peu favorisée par le climat). La Grande-Bretagne, longtemps maîtresse des mers et donc peu inquiète de ses approvisionnements, avait fini par se rendre compte, pendant la première guerre mondiale, des dangers de cette situation de dépendance alimentaire, mais peu de mesures concrètes avaient suivi.

Partout c'était le marasme dès les années 1920: les prix baissaient et les stocks se gonflaient à l'abri d'un protectionnisme malsain, le revenu des agriculteurs diminuait, les plus dynamiques étaient très endettés. Dans ces conditions, les effets de la crise furent à peu près partout dévastateurs. La crise boursière entraîna une contraction du crédit, d'où des faillites d'agriculteurs endettés, des saisies de terres, une reprise de l'exode rural. Les difficultés de l'industrie entraînèrent une crise de l'agriculture industrielle; l'appauvrissement de pans entiers de la population provoqua une contraction de la demande de produits agricoles, d'où une baisse des prix (les prix agricoles diminuèrent davantage que ceux des produits industriels). On assista à une réaction en chaîne: tous ces facteurs aboutirent à une nouvelle baisse du revenu agricole, à un endettement de plus en plus massif et désespéré; parfois on assista à un retour à un certain degré d'autoconsommation, notamment dans les pays où l'agriculture était restée la plus traditionnelle (la France, les pays d'Europe centrale). Le désastre fut complet dans les pays où dominait une agriculture industrielle (comme les États-Unis) ou exportatrice (les pays neufs comme l'Argentine); en revanche l'agriculture offrit une meilleure résistance à la crise dans les pays à forte tradition protectionniste et dont l'agriculture était investie d'une forte "valeur culturelle" qui poussait à la protéger (comme la France). Mais cette protection était cher payée: l'économie française dans son ensemble, trop protégée, était de moins en moins compétitive.

Dans une première étape les différents pays réagirent à cet ensemble de difficultés agricoles par un **renforcement du protectionnisme**, ce qui contribua à aggraver la crise. Dans l'Allemagne nazie, cette politique fut poussée jusqu'à la recherche de l'autarcie, et à l'imposition du régime de l'*Erbhof* pour éviter le morcellement des exploitations viables et freiner l'exode rural¹. Dans une seconde étape les États, sans revenir sur le protectionnisme qui se durcissait et se généralisait, mirent l'accent sur les **aides à l'agriculture**: il y eut des mesures de soutien aux prix (en France en 1936 ce fut la création de l'Office du Blé, un projet fortement inspiré de l'A.A.A. américaine); des mesures destinées à décourager la surproduction (en France où depuis les années 1880 la viticulture était sinistrée en permanence, les gouvernements proposèrent des primes à l'arrachage des vignes, imposèrent

¹ Voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 3.

la distillation obligatoire des excédents); des mesures de modernisation du système de financement. Dans l'ensemble le succès fut mitigé, essentiellement parce que les échanges agricoles internationaux ne reprirent pas. De plus ces politiques étaient fort malthusiennes; il était quelque peu obscène de détruire des excédents pour faire remonter les prix à une époque où de nombreuses personnes étaient au chômage et avaient des difficultés à se nourrir.

Un effet essentiel de la crise fut le **renforcement des États**, qui se mirent à intervenir de plus en plus dans la vie économique. En 1929, dans l'Europe entière (hors U.R.S.S.), les équipes au pouvoir étaient libérales, à l'exception de la Grande-Bretagne où une brève expérience travailliste venait de commencer. Les gouvernants avaient pour souci majeur le respect des grands équilibres (la monnaie, le budget, les réserves des banques nationales). L'État était réduit au rôle de gendarme: il n'intervenait pas dans les secteurs en crise, sauf si cette crise était assez aiguë pour menacer l'ordre public (comme en France au moment de la crise viticole de 1907). Les crises économiques étaient traitées par la déflation, c'est-à-dire par le sacrifice momentané (en principe) des intérêts des consommateurs (dont le pouvoir d'achat était autoritairement réduit) à ceux des producteurs. C'était qu'elles étaient censées être brèves, et bénéfiques pour l'économie car elles permettaient l'élimination des "canards boiteux" (les entreprises mal gérées ou technologiquement dépassées — l'expression n'est pas d'époque) au bénéfice des entreprises les mieux armées pour affronter la concurrence. Les conséquences sociales des crises n'étaient pas traitées: le chômage était tenu pour un phénomène transitoire, normal, de toute façon à cette époque les États n'avaient pas les ressources nécessaires pour indemniser les sans-emploi.

Le tableau est à nuancer sur un point: le **protectionnisme**, redevenu général depuis la fin du XIXe siècle, constituait une entorse importante aux principes libéraux. Par ailleurs l'U.R.S.S. offrait un modèle alternatif d'organisation de l'économie, qui présentait à l'époque un certain attrait: elle connut une croissance de l'ordre (officiellement) de 16% par an durant une décennie (de 1928 à 1937), et les esprits paresseux (ou tendencieux) refusaient de se poser le problème du coût humain et social de cette croissance miraculeuse. Enfin la première guerre mondiale avait été l'occasion pour les États d'intervenir dans l'économie, pour organiser la production de guerre; ce fut en Allemagne que cette expérience fut menée le plus loin. Il est vrai que dans l'esprit de la plupart des acteurs politiques de l'époque, il ne s'agissait que d'expédients provisoires — on y renonça un peu partout dès la victoire, mais certains avaient retenu la leçon. Bref, le modèle libéral n'était plus aussi incontesté qu'avant 1914.

Au départ **les États réagirent avec retard et maladresse**, car l'idéologie dominante leur interdisait de la faire; les politiciens prirent la crise de 1929 pour une de ces "crises d'ajustement décennal" auxquelles le monde était habitué depuis le XIXe siècle, et qui ne duraient jamais bien longtemps. À ces illusions s'ajoutaient les contraintes politiques: la crise politique structurelle de la IIIe République en France, les dissolutions en cascade du *Reichstag* en Allemagne, la faiblesse des travaillistes en Grande-Bretagne, bloquaient toute prise de décision. Puis il fallut se rendre à l'évidence: la crise durait, semblait s'aggraver d'elle-même, et surtout provoquait des tensions sociales et politiques sans précédent depuis 1848, qui menaçaient d'emporter la paix civile, les institutions politiques et toute la société (ce cauchemar se réalisa en Allemagne: dans ce pays la classe politique, dépassée par l'ampleur de la crise et déconsidérée par son incapacité à la comprendre et à l'affronter, fut balayée en quelques mois par la vague nazie, dans une ambiance de guerre civile).

Les États se trouvèrent donc sommés d'éteindre l'incendie, quitte à sortir provisoirement de leur rôle traditionnel. Au début de la décennie il n'était toujours question que de mesures provisoires, conjoncturelles, mais en quelques années les choses allèrent bien plus loin qu'elles n'étaient allées durant la première guerre mondiale. En 1914-1918, les États avaient pris le contrôle d'une partie de l'économie avec l'accord des producteurs, dans le cadre d'un projet borné dans le temps, et il ne fût venu à l'idée de personne qu'il s'agissait d'une remise en cause du capitalisme. Dans les années 1930 au contraire, en apparence c'était tout le modèle libéral de gestion de l'économie qui s'effondrait: on prophétisait "la fin du capitalisme", et pas seulement à gauche. L'intervention des États sonnait comme un désaveu du libéralisme, et l'annonce de temps nouveaux où l'État encadrerait l'économie beaucoup plus strictement qu'avant la grande crise. L'idée d'une intervention permanente de l'État dans l'économie en temps de paix, non parce que l'intérêt national momentané l'exigeait mais parce que les acteurs privés de l'économie étaient incapables d'en assurer durablement la stabilité et le progrès, représentait une véritable révolution, et pas seulement aux États-Unis.

En quelques années, **les États durent apprendre à faire un métier nouveau**, auquel souvent ils répugnaient (dans l'ensemble ils ne s'y engagèrent que partiellement et sous la pression des circonstances dans les années 1930: ce fut à l'après-guerre européenne qu'il revint de formuler la théorie de l'économie libérale encadrée par l'État). Ils organisèrent de **grands travaux** (surtout à vrai dire aux États-Unis); certes au XIXe siècle les États avaient joué un rôle important dans la mise en place des réseaux d'infrastructures, les chemins de fer notamment; mais ils n'y étaient pas intervenus directement. Ils prirent en charge directement des pans entiers de l'économie en déroute (les banques, l'agriculture; pensez aussi à la nationalisation des chemins de fer en France en 1937); mais aussi une partie des conséquences sociales de la crise, pour soutenir la consommation et pour éviter des troubles sociaux et politiques. À la fin de la décennie, et bien que toutes ces expériences eussent eu des résultats

mitigés, l'idée gagnait du terrain que les États devaient **contrôler les secteurs "stratégiques" de l'économie** (ainsi en France en 1936-1937, les premiers débats sur les nationalisations portèrent entre autres sur l'industrie de l'armement, qu'il paraissait dangereux de laisser aux industriels suspects de complaisances fascistes). D'autre part **de plus en plus de gens exigeaient de l'État** qu'il assurât à tous un minimum vital. Ils n'acceptaient plus qu'en cas de crise on sacrifiât les intérêts des gens à ceux de la production; d'autant que les keynésiens britanniques et américains, partisans de la relance par la consommation, avaient montré (ou cru montrer) que les uns et les autres étaient liés. En fait, le véritable État-providence ne naquit qu'après 1945, sous le choc des épreuves de la guerre et grâce aux trente ans d'expansion économique ininterrompue que le monde connut alors. Dans les années 1930 on assista seulement à un certain nombre d'ébauches, d'expériences plus ou moins brouillonnes et inachevées.

La demande d'un État interventionniste se répandit sous trois formes: pour **la gauche socialiste réformiste et démocrate**, l'intervention de l'État devait servir à modifier, à réformer peu à peu (mais sans violence) un système qui au fond était mauvais, afin d'approcher d'un nouveau système où l'État prendrait peu à peu le dessus sur les capitalistes. C'était le point de vue des socialistes français et britanniques. Mais **une partie des anciens libéraux accepta** aussi, progressivement, surtout après 1945, **l'idée qu'il était légitime que l'État gérât, régulât ce système** qui, sans être mauvais, ne pouvait fonctionner sans contrepoids: c'était le point de vue de ces étranges "libéraux" néo-keynésiens de l'après-guerre, dont de Gaulle en France fut un bon exemple (et aussi le jeune Jacques Chirac qui, en 1976, prônait un "travaillisme à la française"). Il s'agissait de réformer pour mieux conserver l'essentiel, non pour aller vers un autre modèle de société. Les **sociaux-démocrates** allemands (surtout après 1959) et scandinaves (dès les années 1930) partageaient au fond la même vision des choses, mais conservaient l'objectif théorique du socialisme à très long terme, et une culture très imprégnée des traditions socialistes du début du siècle. Enfin, les courants **extrémistes, partisans d'un État omniprésent** qui gèrerait l'ensemble de la société, étaient de plus en plus puissants: à gauche, les communistes; à droite, les courants corporatistes, qui remontaient à la fois au légitimisme et à certains socialismes du XIXe siècle, s'enthousiasmaient de l'expérience fasciste en Italie, et, pour une minorité (et plus tardivement), de l'expérience nazie en Allemagne. Bref, **les libéraux "orthodoxes" disparurent totalement de la scène politique** de la fin des années 1930 jusqu'à la victoire électorale de Margaret Thatcher aux élections législatives de 1979 en Grande-Bretagne.

En 1939, l'économie mondiale restait fragile. Certes en 1936 la production avait retrouvé son niveau de 1913, mais pas celui de 1928 pour les industries de base (sauf en Allemagne). La croissance restait inférieure à celle des années 1920; de nouvelles difficultés

apparurent en 1937-38. Le chômage avait diminué depuis le pic de 1932-33, mais restait élevé dans les démocraties. Les différents secteurs de l'économie étaient inégalement atteints: les industries de base allaient mal; les industries de consommation souffraient toujours de la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs. En revanche les industries nouvelles (notamment celle du pétrole et celle de l'électricité, l'aluminium aussi) progressaient. Les industries de guerre, elles, étaient en pleine forme! Mais elles travaillaient à fonds perdus. Le plus grave, c'était que **certains États avaient résolu les symptômes de la crise par une politique belliciste**, notamment l'Italie, qui préparait la prise de contrôle du bassin méditerranéen, et surtout l'Allemagne nazie qui avait imposé l'autarcie à ses producteurs, mis ses chômeurs sous les drapeaux, lancé un gigantesque programme de grands travaux et de réarmement (celui-ci par définition déséquilibrait l'économie puisqu'il servait à fabriquer des produits qui s'accumulaient dans des hangars et des silos, en attendant d'aller détruire des richesses au lieu d'en créer): bref, une fuite en avant, dans le but de se rembourser par le pillage de l'Europe asservie. En 1939, l'État allemand contrôlait directement 35% du P.N.B.

En revanche **la guerre surprit les démocraties en état d'impréparation économique totale**: la France où l'échec du Front populaire s'expliquait par des erreurs économiques, mais surtout à l'épuisement du système politique: on ne lutte pas contre une crise dans un climat de quasi guerre civile¹. Depuis 1935 le Royaume-Uni était à peu près sorti de la phase aiguë de la crise, mais il vivotait replié sur sa zone d'influence, et subissait une très grave crise politico-morale dont la démission de la diplomatie britannique devant Hitler ne fut que l'aspect le plus spectaculaire (en revanche, les courants de type fasciste demeurèrent toujours faibles outre-Manche). Bref, la crise était partie pour durer encore longtemps (celle qui a commencé au début des années 1970 a duré vingt-cinq ans, comme celle des années 1872-1896).

En fait, **ce fut la guerre qui permit à l'Europe de sortir de la crise** (mais à quel prix!): elle provoqua une gigantesque relance par la consommation et une non moins gigantesque "redistribution des cartes" entre pays et à l'intérieur de ceux-ci. En réalité, ceci vaut surtout pour les États-Unis²: en Europe en 1945, les vaincus étaient ruinés et les vainqueurs épuisés; mais le dynamisme retrouvé de l'Amérique permit à la partie du continent qui échappa au communisme de se reconstruire en quelques années.

Et puis l'Amérique avait retenu les leçons des années 1920: au lieu de se replier sur elle-même, elle profita de sa puissance retrouvée pour relancer la croissance du monde entier; de toute façon, ayant des intérêts (et des troupes) partout et ayant prêté au monde entier, elle était désormais nettement plus dépendante de la santé

¹ Pour plus de détails, voyez le cours sur la France, au chapitre 12.

² Voyez le cours sur ce pays, au chapitre 3.

économique de la planète — ou plutôt du monde "libre": car la menace communiste fut l'un des aspects essentiels qui poussèrent les États-Unis à cette révision complète de leur rapport au monde. Leur puissance écrasante leur permit d'imposer un début de régulation mondiale des politiques économiques (dans le domaine monétaire et commercial en particulier) et donc de lutter contre les égoïsmes nationaux. Cette volonté nouvelle des États-Unis explique entre autres pourquoi l'après-guerre fut très bénéfique pour les pays qui avaient le plus souffert du conflit: ils bénéficièrent de tous les "cercles vertueux" lancés par l'Amérique pour inverser les "cercles vicieux" de l'avant-guerre. Les deux pays qui en profitèrent le plus furent ceux qui revenaient de plus loin de ce point de vue, et qui par ailleurs avaient l'importance stratégique la plus importante: la R.F.A. et le Japon. La France en bénéficia aussi; le Royaume-Uni, nettement moins.

L'après-guerre amena d'autres conditions nouvelles: la destruction de l'Europe permit une rationalisation des appareils productifs, leur modernisation (sauf en Grande-Bretagne, précisément le pays le moins détruit). La reconstruction du vieux continent créa partout des emplois (l'équivalent des grands travaux et du réarmement des années 1930, mais à une échelle très supérieure). L'optimisme revint après la "sinistrose" des années 1930 (et malgré la guerre froide...). Les sociétés étaient unies autour d'un nouveau projet que personne ne contestait: la reconstruction et, chez les vaincus, la récupération de l'indépendance et de la dignité nationale; la construction de l'État-providence.

B) Conséquences politiques et diplomatiques.

Aucun pays d'Europe ne tomba sous le joug d'une dictature de type communiste: l'époque était bien plus favorable aux extrémismes de droite; les pays où la démocratie était la plus fragile n'avaient pas de classe ouvrière bien développée (à l'exception de l'Allemagne), l'U.R.S.S. était totalement isolée et les nouvelles qui en parvenaient n'étaient pas spécialement positives; les communistes, très peu nombreux en Grande-Bretagne et en Scandinavie, étaient isolés au sein des gauches même là où il étaient puissants: celles-ci ne parvinrent à s'unir, tardivement, qu'autour de projets très réformistes comme en France le Front populaire, qui visaient à sauver la démocratie et non à la renverser. La seule exception que l'on peut citer, ce fut la République espagnole, dont les communistes prirent le contrôle à partir de 1937 (jamais directement et officiellement, plutôt par le biais d'une infiltration multiforme de ses institutions); mais on était dans le contexte de la guerre civile, et la République était déjà en

très grande difficulté¹. En revanche **les dictatures de droite poussaient comme champignons après l'orage**².

Dans ces conditions, le "concert des nations" fit entendre une musique de plus en plus discordante: les grandes puissances européennes n'étaient plus d'accord sur rien, et notamment sur les principes. L'Allemagne nazie menait une politique ouvertement agressive, qui visait à obtenir non seulement la révision du traité de Versailles, mais aussi à ressembler tous les Allemands en un seul grand *Reich*, et, à plus long terme, à dominer l'Europe. L'Italie poursuivait des objectifs du même ordre, avec moins de moyens et de méthode; jusqu'à la guerre d'Espagne, ses relations avec l'Allemagne furent fort tendues, puis elle s'en rapprocha. Les petits pays d'Europe centrale et des Balkans étaient en perdition, ils poursuivaient des objectifs contradictoires et incohérents, mais toujours égoïstes, et furent rigoureusement incapables de s'unir contre la menace allemande; la plupart passèrent progressivement dans l'orbite du *Reich*, volontairement ou non. Face à ces évolutions, les deux grandes démocraties, la France et la Grande-Bretagne, se montrèrent complètement désemparées et furent incapables de coordonner leurs efforts. Dans ces conditions, Hitler réussit tout ce qu'il entreprit jusqu'en juin 1941 — je donne volontairement cette date et non celle de septembre 1939, pour souligner que la tardive réaction des démocraties à l'agression contre la Pologne n'empêcha pas la France d'être vaincue en mai-juin 1940, et que si le *Führer* n'avait pas commis la stupidité de s'attaquer à son allié soviétique avant d'en avoir terminé avec le Royaume-Uni, il aurait certainement fini par en venir à bout.

En réalité, la dégradation des relations diplomatiques en Europe datait d'avant même l'arrivée au pouvoir du funeste caporal. Les grandioses projets présentés par Briand en 1930 s'étaient soldés par des échecs: personne n'avait voulu de ses États-Unis d'Europe, les vaincus parce que le projet aurait gelé la situation issue des traités de 1919-1923, le Royaume-Uni parce que le projet était trop "continental" pour elle (elle tenait à sa position privilégiée à la fois en Europe et hors du vieux monde grâce à son Empire et à ses bonnes relations avec les États-Unis), de nombreux pays parce qu'il était trop supranational. Le projet fut définitivement enterré avec l'arrivée de la crise, puis la mort de Briand en 1932.

Les **tensions entre la France et l'Allemagne** réapparurent dès 1930, avec un projet d'union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche, auquel j'ai déjà fait allusion plus haut, et que les Français considérèrent comme un "**Anschluß économique**": on se rappelait qu'au XIXe siècle le *Zollverein*, une union douanière constituée autour de la Prusse en 1834, avait

¹ Voyez la fiche P2.

² La liste s'en trouve à la fiche P2, ainsi qu'une tentative de typologie de ces régimes

été le premier pas vers l'unité allemande. L'union douanière germano-autrichienne fut enterrée à la suite des difficultés économiques croissantes de l'Autriche, mais le problème des **réparations** prit immédiatement le relais: l'Allemagne prise à la gorge demanda au président des États-Unis un moratoire général d'un an sur toutes les dettes intergouvernementales. Le "**moratoire Hoover**" finit par être accepté par la France et entra en vigueur en juin 1931, mais la situation économique de l'Allemagne ne s'arrangea pas pour autant; le problème d'une annulation pure et simple de la dette allemande était posé. L'opinion publique française était furieuse, elle à qui l'on expliquait depuis dix ans que "le Boche paierait"; le président du Conseil, Laval, essaya de négocier une annulation générale de toutes les dettes, mais les Américains refusèrent. **Une conférence** se réunit à **Lausanne** à l'expiration du moratoire Hoover en juin 1932; elle **annula la dette allemande** moyennant le paiement en 1935 d'un reliquat de trois milliards de marks, une disposition que Hitler refusa d'appliquer. Sur cent trente-deux milliards de marks de réparations prévues au départ, l'Allemagne en paya au total vingt-trois milliards, dont neuf millions et demi à la France. Par vengeance, la France refusa de continuer à payer ses dettes aux États-Unis (en décembre 1932), ce qui entraîna une réaction en chaîne; à la fin de la décennie le seul pays à continuer de payer était la "courageuse Finlande" (qui, vu les menaces que faisait peser l'U.R.S.S. sur son indépendance, avait bien besoin de la sympathie de l'opinion américaine¹). L'affaire provoqua un regain d'isolationnisme aux États-Unis.

Un autre problème lancinant était celui du **réarmement de l'Allemagne**. Dès les années 1920, en pleine ère Briand-Stresemann, l'armée allemande, toujours réduite officiellement à cent mille hommes, entraînait clandestinement des troupes d'élite en U.R.S.S. et surtout y testait du matériel interdit par le traité de Versailles (des chars, des instruments de défense antiaérienne, de l'artillerie lourde). En 1932, les choses prirent un tour plus officiel: le gouvernement allemand créa un "curatoire² du *Reich* pour la formation de la jeunesse", destiné à préparer les jeunes à la vie militaire. Officiellement cette instruction était menée par des associations paramilitaires privées, mais comme l'État fédéral chapeautait le tout, cela ne faisait pas une grande différence. Il existait aussi un Service volontaire du Travail, destiné en principe à fournir du travail aux chômeurs; en fait de labeur, c'était à un entraînement militaire qu'ils avaient droit. On voit que les mesures prises par Hitler dès son arrivée au pouvoir avaient été préparées par les gouvernements précédents. Une **conférence du Désarmement**, ouverte à Genève en février 1932 (sous l'égide de la S.D.N. mais avec la participation des États-Unis et de l'U.R.S.S.), se solda par un échec; les Allemands demandèrent la parité entre

¹ Elle en tira bénéfice d'ailleurs: ce fut largement à cause de ce capital de sympathie accumulé dans l'opinion américaine que cet ancien territoire russe échappa à une annexion pure et simple par l'U.R.S.S. en 1944-1945.

² Affreux calque de l'allemand *Kuratorium*, lui-même un moche calque d'un mot latin que le Gaffiot traduit simplement par: "administration".

leurs forces et celles de la France et du Royaume-Uni, ces deux puissances exigeaient de conserver leur supériorité. Alors que l'Allemagne réarmait clandestinement, c'était la France, par ses protestations, ses exigences et ses rodomontades, qui faisait figure de puissance militariste; pourtant les effectifs de l'armée française avaient été réduits, de huit cent trente-sept mille hommes en 1921 à cinq cent vingt-deux mille hommes en 1930. En décembre, les Allemands finirent par obtenir de la conférence de Genève le principe de l'égalité des droits avec la France et le Royaume-Uni en matière de forces armées: en fait de désarmement, **la porte était ouverte à la révision des clauses militaires des traités.**

Différentes conférences — on adorait ces pince-fesses multilatéraux, qui suppléaient largement une S.D.N. totalement inefficace, laquelle cependant les patronnait souvent à titre symbolique — se réunirent pour essayer d'empêcher la faillite économique des petits pays d'Europe danubienne. Mais comme les projets des grandes puissances étaient trop mêlés d'arrière-pensées politiques (la France notamment voulait un grand marché commun danubien... sans l'Allemagne, ce qui le privait de toute chance de réussite!), tous ces projets échouèrent. Enfin, en juin 1933, l'échec de la conférence monétaire de Londres¹ mit fin à toute velléité d'entente économique.

Puis, en janvier 1933, Hitler prit le pouvoir. Dans un premier temps, le nouveau chancelier du *Reich*, trop occupé par l'affermissement de son pouvoir pour appliquer déjà son programme, s'inscrivit diplomatiquement dans la continuité des gouvernements précédents; cette modération rassura tous ceux qui croyaient pouvoir le contrôler, tous ceux qui s'illusionnaient sur sa capacité à devenir un homme d'État "raisonnable". Ainsi en mars 1933 il signa le "**Pacte à quatre**", un document imaginé par Mussolini dans le but de maintenir la paix tout en admettant des possibilités de révision des traités. Il s'agissait d'établir une sorte de quatuor des grandes nations, une espèce de directoire commun sur les affaires européennes; les petits pays n'y auraient pas eu accès, non plus que l'U.R.S.S. La France se montra réservée envers ce document qui permettait à l'Italie et à l'Allemagne de se hisser à son niveau diplomatique; il ne fut jamais ratifié. Le concordat avec la Vatican (voyez la fiche R2) était un autre signe apparent de modération. En revanche, **en octobre 1933 l'Allemagne décida de se retirer** de la conférence sur le désarmement et **de la S.D.N.**² C'était évidemment un coup mortel pour la première: l'ère de la sécurité collective était morte, d'autant qu'il n'y eut aucune réaction commune des trois autres Puissances. Quant à l'autre, il y avait belle lurette que ce n'était qu'un cadavre.

¹ Voyez la fiche E1.

² Le Japon avait donné l'exemple en mai.

Hitler avait deux urgences à court terme: le réarmement; la révision des frontières orientales imposées au *Reich* par le traité de Versailles. C'était bien plus qu'un simple retour à la situation de 1914, bien plus qu'un rééquilibrage du concert européen dans un sens favorable à l'Allemagne: jamais Hitler ne perdit de vue l'objectif fondamental de doter le peuple allemand de l'"espace vital" nécessaire à sa puissance¹. Les Puissances mirent du temps à le comprendre, d'autant plus que sur ces points le discours de Hitler se caractérisait par une relative prudence (plus exactement, à chaque excès de langage succédaient des correctifs que les diplomates voulaient seuls entendre), et que dans les premières années, par faiblesse et prudence, il rechercha des alliés (contre la France), ce qui donnait l'impression d'une activité diplomatique de type traditionnel: la Grande-Bretagne, toute disposée à des marchandages du type "l'Europe contre le grand large"² (et qui tendait à tenir pour légitime l'objectif affiché par Hitler de réviser le traité de Versailles; au *Foreign Office* on rêvait aussi d'un rempart efficace contre le communisme en Europe centrale); l'Italie, à laquelle il abandonnait volontiers le bassin méditerranéen³. D'où une politique caractérisée par une très grande cohérence à long terme mais qui dans le détail se permettait, comme celle de Staline, tous les cynismes, toutes les alliances contre nature. En même temps, il y avait dans le projet de Hitler une telle dimension irrationnelle, romantique, "affective" que tous les dérapages étaient possibles: on le vit avec l'opération Barbarossa, déclenchée à la fois trop tôt (l'Albion n'était pas à genoux) et trop tard (dans l'année pour avoir conquis Moscou avant l'hiver), et surtout avec le génocide, qui priva l'Allemagne d'ouvriers et de trains utiles à la victoire. Mais ce type d'aberrations appartient plutôt à la dernière phase du régime nazi.

Quelle adhésion rencontrait ce programme en Allemagne? La population adhérerait certainement à la révision des traités et des frontières, voire à la théorie de l'espace vital, sans pour autant imaginer les conséquences ultimes des idées de Hitler. Les nationalistes réactionnaires nostalgiques du *Reich* wilhelmien, cependant, ne suivirent pas tous le caporal bohémien; ils craignaient l'aventurisme et la démagogie du régime et ne ressentaient guère de sympathie pour le fatras idéologique de *Mein Kampf*. Les milieux dirigeants traditionnels étaient d'accord pour redonner à l'Allemagne sa puissance ancienne, pas pour l'aventure d'une domination universelle; cela allait de pair avec l'inquiétude qu'ils ressentaient face à l'arrivée au pouvoir de ces voyous révolutionnaires. De même l'armée était réticente à engager un pays enclavé dans une guerre contre toute l'Europe, et dans

¹ Vaincre la France était donc une étape nécessaire, mais pas l'objectif principal: Hitler regardait vers l'est. Quant à la Grande-Bretagne, le *Führer* fit tout pour éviter une confrontation avec cette autre nation germanique.

² Référence à une phrase célèbre de Churchill après-guerre: « entre l'Europe et le grand large, nous choisirons toujours le grand large ».

³ Avec l'U.R.S.S., la coopération militaire prit fin à l'été 1933; mais les relations demeurèrent cordiales jusqu'en 1934 — toujours l'alliance des deux parias, alliance tactique évidemment des deux côtés.

le patronat ceux qui rêvaient de s'enrichir en vendant des canons étaient minoritaires face à ceux qui craignaient qu'une nouvelle guerre ne coupât les liens avec les partenaires économiques de l'Allemagne. Mais dans les premières années eux aussi furent trompés par la relative modération des réclamations et du discours de Hitler; puis, à partir de 1936, ils perdirent pied face à la montée du pouvoir absolu du parti nazi, tandis que les premiers succès en matière de politique extérieure rendaient très difficile de critiquer le *Führer*. De ce fait, il n'y eut pas d'oppositions aux agressions hitlériennes en Allemagne dans les années 1930.

Dès la rupture des pourparlers de la conférence sur le désarmement, Hitler se mit à réarmer clandestinement; puis, en mars 1935, des pourparlers "de la dernière chance" ayant échoué, il annonça le **rétablissement du service militaire obligatoire en Allemagne**, recréa une armée de l'air allemande et porta à trente-six divisions les effectifs de la *Wehrmacht*. Dans le même temps, il s'occupait à briser le cordon défensif que la France avait constitué autour du *Reich*: en janvier 1934, il signa **un pacte non-agression pour dix ans avec la Pologne**, dont l'autocrate vieillissant n'avait manifestement pas lu *Mein Kampf*: Pilsudski, qui analysait le régime nazi comme un régime "sud-allemand" et autrichien, et prenait le *Führer* pour un dictateur de droite "ordinaire", vit essentiellement dans ce pacte une reconnaissance implicite des frontières occidentales de la Pologne (par ailleurs, la dictature allemande lui semblait alors constituer un danger moins pressant que l'Union soviétique). La Pologne s'exposait ainsi à l'ire de la France, c'est-à-dire à ne pas trouver de défenseur en cas d'agression de l'une des deux dictatures frontalières... ou des deux, réconciliées. L'ensemble du dispositif d'alliances de la France en Europe centrale s'effondrait: le roi de Yougoslavie fut assassiné à Marseille par un terroriste croate en octobre 1934, et avec lui le ministre français des Affaires étrangères, Louis Barthou — pour tout arranger, le terroriste se réfugia en Italie et le *Duce* refusa de l'extrader. Des tentatives pour suppléer ces défaillances par une alliance avec l'U.R.S.S. ne donnèrent rien (voyez le cours sur la France, au chapitre 12).

Quelques mois après, eut lieu **une première tentative d'Anschluß**. L'Autriche, où les courants favorables à un rattachement à l'Allemagne étaient toujours aussi puissants, était secouée par des troubles très graves, notamment des grèves et des manifestations de ligues d'anciens combattants, dont la plus importante était la *Heimwehr*; le parti nazi local était en pleine croissance. En juillet 1934, au cours d'un coup de force manqué des nazis autrichiens, le chancelier Engelbert **Dollfuss** (1892-1934), au pouvoir depuis 1932 (il tentait de mettre en palce un régime de type ruralo-mussolinien), fut assassiné. Le putsch semble avoir éclaté avec l'accord de Hitler, mais pas à son instigation directe. Il avorta, car le président de la République refusa de nommer à la chancellerie le chef du parti nazi autrichien et choisit un monarchiste hostile au rattachisme, Kurt von Schuschnigg (1897-1977); la *Heimwehr* écrasa les nazis dans les rues de Vienne. **L'Italie avait fait pression** également, envoyant des

divisions sur le Brenner (le col qui marque la frontière italo-autrichienne), elles entrèrent même brièvement en Carinthie autrichienne: Mussolini était alors plein de mépris et d'« une pitié souveraine [pour] certaines doctrines d'au-delà des Alpes, soutenues par une engeance qui, par ignorance de l'écriture, était incapable de transmettre les documents de sa propre existence, à l'époque où Rome avait César, Virgile et Auguste »; en réalité, il craignait déjà que le nazisme, par son radicalisme, n'entraînât derrière lui les extrême-droites européennes, privant le *Duce* de son aura et de son influence, notamment en tant que chef de file des pays qui contestaient les traités de paix. Et puis il avait peur que les pressions sur le haut-Adige, une région des Alpes italiennes peuplée d'Allemands, ne se fissent trop fortes.

L'Italie était alors en plein rapprochement avec les démocraties, en particulier la France à l'époque de Louis Barthou, puis de son successeur Pierre Laval. Il n'y avait aucun philofascisme dans leur attitude¹, seulement de la *Realpolitik*: il fallait monter les uns contre les autres les ennemis potentiels de la France, c'est-à-dire les pays qui contestaient les traités; l'Italie et l'Allemagne étaient par ailleurs les deux pays qui se partageaient l'essentiel de notre frontière orientale et nord-orientale. Mussolini hésitait: en même temps qu'il recevait les émissaires de la France il reçut Hitler à Venise, mais l'entrevue se passa mal. Il avait besoin d'alliances, car il préparait déjà l'invasion de l'Éthiopie: la France lui y laissa officieusement les mains libres. Après le rétablissement du service militaire obligatoire en Allemagne, les représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie se rencontrèrent à **Stresa** (en avril 1935) pour établir **un front antihitlérien**; mais il n'y eut aucune mesure concrète. Entre-temps, en janvier 1935, conformément aux dispositions du traité de Versailles, un plébiscite avait été organisé en **Sarre**. 90% des électeurs votèrent pour le rattachement à l'Allemagne. En mars, Hitler rétablit le service militaire obligatoire en Allemagne.

Très vite, le front de Stresa craqua. Les Britanniques engagèrent des négociations avec l'Allemagne en matière d'armements navals. En juin 1935, Hitler accepta un accord qui fixait le tonnage de la flotte allemande à 35% du tonnage de la flotte anglaise; ce qui lui importait, c'était la colère de Paris et de Rome. C'était que le Royaume-uni s'était converti à la politique dite de l'*appeasement*: il ne fallait pas imposer à l'Allemagne des conditions trop léonines, mieux valait une renégociation des traités qu'une stratégie de la tension qui eût risqué de mener à une guerre à l'issue incertaine. La Grande-Bretagne était en plein **repli insulaire et impérial**; elle avait conscience de n'avoir plus les moyens de mener une "grande" politique en Europe et hors d'Europe, et la crise lui avait fermé les marchés continentaux. Le pacifisme était extrêmement répandu dans l'opinion britannique, et l'égoïsme national à courte vue y faisait des ravages. Bref, les Britanniques n'avaient plus pour objectif que de maintenir leur

¹ Laval était alors un homme du centre-droit, parfaitement intégré au "système". Cela dit, les droites modérées étaient impressionnées par la capacité de Mussolini à maintenir l'ordre; ils ne comprenaient pas la spécificité du régime fasciste. Ceci vaut, notamment, pour le jeune Winston Churchill.

supériorité navale, et s'apprêtaient à abandonner les continentaux à leurs disputes, essayant seulement qu'elles ne dégénéraient pas en une mêlée guerrière où la Grande-Bretagne aurait forcément été impliquée. Pour cela, il fallait avant tout ne pas provoquer "monsieur Hitler". En France, les choses n'allèrent pas mieux: le pacifisme était très fort également, à l'extrême-droite comme à l'extrême-gauche (malgré le récent virage des communistes); personne n'était d'accord sur la conduite à suivre envers l'U.R.S.S. et l'Italie.

Le front de Stresa se rompit définitivement lorsque ***L'Italie attaque l'Abyssinie*** (aujourd'hui l'Éthiopie). C'était un État reconnu comme tel par les Européens, cas unique en Afrique pour une monarchie noire indigène (mais elle était chrétienne¹); elle était même membre de la S.D.N. depuis 1923, et ç'avait longtemps été une protégée de la Grande-Bretagne, laquelle ne tenait pas à ce qu'une autre puissance européenne mît la main sur les sources du Nil bleu dont l'Égypte dépendait pour ses crues. Mais l'Italie, tard venue dans le partage colonial du monde et qui se plaignait de "collectionner les déserts", guignait ces haut-plateaux cultivables et bien peuplés, qu'il était éventuellement possible de coloniser (à cette époque les Italiens émigraient massivement vers l'Amérique du nord et du sud); enfin, il fallait venger l'humiliation d'Adoua (voyez la note ci-dessus). Des intérêts économiques italiens étaient déjà présents en Abyssinie, d'où des tensions avec le Négus. Par ailleurs l'Abyssinie n'était sans doute pas un bien féroce adversaire: le pays était aux mains d'une féodalité très archaïque; le despote d'Addis-Abbaba, qui contrôlait très mal les grands apanages, avait moins d'avions et de tanks que de tigres dressés à éblouir la populace lors de défilés solennels.

Bref, Mussolini voulait la guerre. Les premiers incidents armés eurent lieu en 1934; en **octobre 1935** l'Italie attaqua, avec quatre cent mille hommes commandés par le général Badoglio, bien armés, équipés de chars et d'avions. Au début les choses se passèrent bien pour les Italiens, mais les troupes du Négus résistèrent mieux que prévu, et reprirent même l'offensive durant l'hiver. Il fallut attendre mai 1936 pour que les troupes italiennes prissent Addis-Abbéba, non sans avoir abondamment gazé les populations civiles, et brûlé des centaines de villages à l'aide de bombes aéroportées — une innovation dans le noble art de la guerre. Le Négus se réfugia en Grande-Bretagne et Victor-Emmanuel fut proclamé empereur

¹ La monarchie amharique (c'est le nom de l'ethnie dominante) avait émergé à la fin du XIXe siècle, avec le négus (roi ou empereur) Ménélik, qui régna des années 1870 (son accession à la souveraineté sur l'ensemble des structures féodales fut progressive) à 1913, fonda Addis-Abbéba en 1887 et infligea une mémorable pâtée aux Italiens à Adoua en mars 1896 — il dut cependant leur abandonner deux régions côtières désertiques, l'Érythrée et la Somalie méridionale, tandis que les Britanniques s'emparaient de la Somalie septentrionale et que la France s'installait à Djibouti. Mais les Éthiopiens surent échapper au démembrement complet (il faut dire qu'ils étaient relativement puissants sur le plan militaire, et habitaient des montagnes d'accès malaisé): très habilement, pour se faire reconnaître des Puissances ils jouèrent sur des souvenirs beaucoup anciens — aux XVe et XVIe siècle, les royaumes éthiopiens avaient été très liés au Portugal et avaient lutté avec lui contre l'islam; au Moyen Âge, la région était plus ou moins identifiée au mythique "royaume du prêtre Jean", royaume chrétien censé se situer au-delà des régions musulmanes; les Éthiopiens se réclamaient même du royaume de la reine de Saba, mentionné dans la Bible, et qui se situait sans doute plutôt dans l'actuelle Arabie.

d'Abyssinie: ce "*rétablissement* de l'Empire" rappelait l'Antique, mais aussi la Grande-Bretagne victorienne¹. Entre-temps la S.D.N. avait tenté d'adopter une politique de fermeté: elle avait proclamé Mussolini agresseur; mais elle s'était montrée incapable de dépasser le stade des **sanctions** économiques, lesquelles ne firent qu'exaspérer l'hystérique bersagliere, sans résultats concrets, d'autant plus que certains signataires du pacte de la S.D.N. refusèrent ouvertement de les appliquer. Le Royaume-Uni refusa un blocus pétrolier et de fermer le canal de Suez aux navires de guerre italiens; il proposa un partage de l'Abyssinie... En France, la droite se déchaîna contre les gouvernements républicains (Laval était alors président du Conseil) qui prenaient le parti des "Nègres" contre la "sœur latine". Quant à l'Allemagne, qui n'était plus à la S.D.N., elle profita de l'occasion pour aider Mussolini, et commencer à s'en rapprocher. À vrai dire tous ces débats retombèrent à partir du coup de force hitlérien contre la Rhénanie, et l'on n'entendit presque plus parler de l'Abyssinie. La S.D.N. reconnut le fait accompli en juillet 1936, et mit fin aux sanctions contre l'Italie.

Pourtant Hitler n'était pas encore tout à fait décidé à une alliance avec l'Italie: il recherchait davantage à l'époque un rapprochement avec la Grande-Bretagne, dont il voulait obtenir qu'elle se désintéressât complètement des affaires continentales. Il savait qu'elle était profondément travaillée par le pacifisme, et que par ailleurs le nouveau roi **Édouard VIII** (1884-1972, monté sur le trône en janvier 1936), avait des sympathies pour la nouvelle Allemagne. Par malchance pour le caporal autrichien, le monarque dut abdiquer en décembre, à la suite d'une sombre affaire de mariage avec une Américaine divorcée, laquelle cachait mal les inquiétudes des milieux dirigeants envers une personnalité qu'on savait tentée par le pouvoir personnel².

En mars 1936, Hitler profita du vide de pouvoir en France, où l'on expédiait les affaires courantes en attendant les élections (celles qui donnèrent la victoire au Front populaire), tandis que la situation politique se dégradait à vue d'œil, ce qui mobilisait toutes les énergies, pour tenter un coup de poker en **Rhénanie**. Trente mille soldats allemands pénétrèrent dans la zone démilitarisée. La France se contenta de rappeler les permissionnaires et d'aligner cinquante-cinq mille hommes sur la ligne Maginot; pour le reste elle se résigna au fait accompli, moyennant quelques discours bien sentis. On sait aujourd'hui qu'Hitler était prêt à faire reculer immédiatement ses troupes si les Français avaient proclamé la mobilisation générale. Mais fait-on une mobilisation générale à six semaines des élections, surtout quand le résultat s'annonce serré? Le *Führer* put alors, en avril, proposer un plan de paix assorti d'un pacte de non-agression pour vingt-cinq ans; Français et Britanniques voulurent bien faire

¹ La reine Victoria avait été proclamée Impératrice des Indes en 1876.

² De son abdication à sa mort, il prit le titre de "duc de Windsor".

semblant de croire qu'une fois réparée l'"injustice" rhénane Hitler serait satisfait et s'arrêterait là. Personne ne croyait qu'il irait jusqu'au bout de son programme, même s'il inquiétait. Georges Bernanos exprime assez bien ces sentiments ambigus dans un passage des *Grands cimetières sous la lune*, essai publié en 1938: il y évoque « (...) l'énigmatique M. Hitler, dont nous nous demandons parfois avec épouvante s'il n'est pas d'abord un homme sentimental et peut-être, hélas! sincère. Avec ces Allemands du type wagnérien, on ne sait jamais s'ils mentent ou non. Au lieu qu'avec les hommes d'État de sang latin on est fixé. Leur parole n'a absolument aucune valeur, et les deux parties se trouvent spontanément d'accord pour ne traiter qu'au comptant ».

En juillet 1936 éclata la **guerre d'Espagne**. Les conséquences de ce putsch de droite raté, qui dégénéra en une guerre civile de trois ans¹, furent gravissimes: car **toutes les puissances totalitaires intervinrent** en Espagne, ce qui en fit une véritable répétition générale de la seconde guerre mondiale². L'Allemagne voyait dans ce conflit un nouveau test de la faiblesse des démocraties, et une occasion de tester ses armements et d'entraîner ses pilotes; et puis la guerre d'Espagne avait un autre avantage: elle servait d'"abcès de fixation" aux opinions publiques des démocraties, ce qui permit à Hitler de continuer tranquillement le réarmement de l'Allemagne sans susciter trop de vagues. L'Italie soutenait la droite révolutionnaire espagnole depuis 1932, notamment la Phalange; Mussolini, qui espérait vaguement faire de l'Espagne un satellite de l'Empire, voulait surtout "tremper l'âme italienne" et affirmer ses qualités de chef militaire. Hitler organisa un pont aérien de matériel militaire et envoya la fameuse "**légion Condor**", forte de six mille cinq cent hommes au départ, seize mille en 1939. Elle testa aussi en Espagne ses avions, les Stukas et les Messerschmitt. Le plus célèbre fait d'armes de la légion Condor fut en avril 1937 le bombardement de **Guernica** (Gernika en basque), siège du pouvoir basque républicain (indépendant de fait): il y eut mille six cent morts sur sept mille habitants. L'Italie intervint de manière beaucoup plus massive: en mars 1937, il y avait en Espagne soixante mille militaires italiens, alors que Franco ne pouvait aligner que deux cent cinquante mille hommes. Au total, ce fut bien l'aide allemande et italienne qui permit à Franco de l'emporter.

Quant à la France et à la Grande-Bretagne, au tout début du conflit elles tentèrent vainement d'imposer un "pacte de non-intervention", que le *Duce* signa tout en annonçant qu'il ne pourrait rien faire contre l'enrôlement de "volontaires" italiens (en fait, il avait envoyé une escadre aérienne aux Baléares dès l'été 1936: voyez encore *Les grands cimetières sous la lune*); mais Mussolini eut du mal à trouver de véritables volontaires, sauf dans le *mezzogiorno*

¹ Sur les événements, voyez la fiche P2.

² L'intervention soviétique est traitée au chapitre 6 du cours sur la Russie.

misérable où de grands propriétaires envoyèrent leurs ouvriers agricoles. En fait, ce fut l'armée d'Éthiopie, très largement, qui partit combattre en Espagne... Face à l'intervention ouverte des dictatures de droite, **les démocraties multiplièrent les attermoissements**, ce qui évidemment renforça Hitler dans ses projets. Le Front populaire, déchiré entre les communistes, très interventionnistes, et les radicaux, hostiles à tout soutien aux "rouges", arrêta les livraisons d'armes au camp républicain au bout de quelques jours, ce qui n'empêcha pas la presse de droite de se déchaîner contre "les avions de M. Pierre Cot", supposés avoir écrasé des couvents espagnols sous un tapis de bombes. À la fin du mois d'août, le président du Conseil, Léon Blum, la mort dans l'âme, se décida à essayer d'obtenir un accord général de non-intervention. En septembre, on s'accorda sur un embargo sur les armes à destination des deux camps, embargo que l'Allemagne et l'Italie s'empressèrent évidemment de violer. Elles avaient obtenu la charge de surveiller le blocus naval en Méditerranée... Un plan de retrait des volontaires étrangers échoua fin 1937. Il faudrait aussi évoquer la participation de Français et de Britanniques, entre autres, aux Brigades internationales, mais elle ne jouit d'aucun soutien officiel, et n'eut guère d'efficacité à long terme¹.

La victoire de Franco fut une catastrophe pour la France et le Royaume-Uni, qui virent apparaître, respectivement à sa frontière sud et sur les rives de l'Atlantique, un nouveau régime dictatorial de droite. Par ailleurs, **la guerre d'Espagne accéléra le rapprochement en cours entre l'Allemagne et l'Italie**, toutes deux engagées dans le même camp. L'Allemagne n'était pas mécontente de voir les ambitions italiennes se tourner vers le sud, et l'Italie renoncer à ce qu'elle considérait comme ses "intérêts légitimes" dans le bassin du Danube, du côté de la Hongrie et de la Yougoslavie notamment. Un partage de l'Europe entre les deux dictatures de droite semblait s'esquisser: le bassin méditerranéen d'un côté, l'Europe centrale et orientale de l'autre. C'était évidemment un partage des plus inégaux, qui ne pouvait que faire de l'Italie une puissance secondaire par rapport à l'Allemagne dans l'Europe réorganisée, car les rives de la Méditerranée sont pauvres; mais Mussolini, obsédé par la grandeur romaine, n'en avait cure. Les visites au niveau ministériel se multiplièrent; ce fut en novembre 1936 que, dans un discours, Mussolini évoqua pour la première fois un « **axe Rome-Berlin** ». Cela n'empêcha d'ailleurs pas l'homme au menton viril de continuer à exploiter la volonté d'*appeasement* des Britanniques. En septembre 1937, le *Duce* se rendit en visite officielle en Allemagne; il y fut fasciné par la puissance industrielle du *Reich*, par l'enthousiasme et la discipline de la population. En octobre, il signa un "**pacte anti-Komintern**" avec l'Allemagne et le Japon. Ce fut dans les mois suivants que Mussolini mit de plus en plus ouvertement l'Italie fasciste à l'école de l'Allemagne nazie, introduisant notamment le pas de l'oie dans les défilés... et une législation antisémite, alors que ni les Italiens, ni le régime fasciste à l'origine n'étaient antisémites.

¹ Voyez les cours sur la France, au chapitre 12, et sur la Russie, au chapitre 6.

L'année 1937 malgré tout fut plutôt calme, malgré la poursuite de la guerre en Espagne. L'Allemagne fit même mine d'accepter des négociations au termes desquelles elle aurait récupéré une partie de ses anciennes colonies. Mais à cette date Hitler était déjà décidé à une reprise de l'expansionnisme allemand: ce fut alors, en novembre, que dans une conférence à usage interne il développa longuement sa théorie de l'"espace vital"; il évoqua 1943 comme date du début de la phase de conquêtes (ce qui rassura un peu les diplomates et les militaires, consternés de cet aventurisme, mais désormais impuissants). Début 1938, il écarta les tièdes et reprit en mains la *Wehrmacht*.

Il décida alors de réaliser l'***Anschluss***. La situation était favorable: l'Italie était désormais une alliée, la France était en pleine débâcle du Front populaire, les Britanniques toujours en proie aux sirènes de l'*appeasement*. En février 1938, Hitler convoqua le chancelier autrichien Schuschnigg et lui imposa un ultimatum, aux termes duquel le *Führer* des nazis autrichiens, Arthur Seyss-Inquart, fut nommé ministre de l'Intérieur (c'est-à-dire chargé de la police). Schuschnigg, qui n'était pas un démocrate mais pas un nazi non plus, tenta de prendre Hitler de vitesse en organisant un référendum sur l'indépendance; mais il dut renoncer sous la pression des nazis locaux; Mussolini l'abandonna à son sort. En mars, les troupes hitlériennes envahirent l'Autriche, sans rencontrer la moindre résistance; au contraire elles furent accueillies plus que chaleureusement. La hiérarchie catholique, la petite église protestante et même quelques sociaux-démocrates applaudirent. Des pogromes éclatèrent spontanément un peu partout. Un mois plus tard, un référendum ratifia l'*Anschluss*: il y eut 99,7% de "oui". L'Autriche, rebaptisée "Ostmark", devint une région de l'Allemagne comme les autres. La réaction des démocraties fut nulle; en France en particulier on était, pour changer, en pleine crise ministérielle. Il est vrai qu'il n'existait pas d'engagement formel entre la France et l'Autriche; en revanche, avec la Tchcoslovaquie et la Pologne, il y en avait un.

L'étape suivante des ambitions hitlériennes, c'était la **Tchécoslovaquie**. Hitler considérait la Bohême-Moravie comme une province allemande¹, l'"indigène" slave étant voué à la germanisation comme les Slaves du bassin de l'Elbe et du Brandebourg l'avaient été au Moyen Âge²; de nombreux Allemands partageaient plus ou moins ce point de vue. Pour

¹ Il disait: "la Tchéquie" (*Tscheschei*), ce qui explique sans doute en partie que de nombreuses personnes aujourd'hui évitent d'employer ce mot, plus commode quand même que l'appellation officielle de "République tchèque", pour désigner l'État indépendant apparu dans ces régions en 1993. Curieusement, en Allemagne et en Autriche personne n'a ces scrupules...

² C'était un peu contradictoire avec la théorie nazie de l'inégalité des races; ce n'était pas la seule contradiction de ce genre — les Estoniens aussi, durant la seconde guerre mondiale, furent considérés comme "germanisables". On pouvait toujours prétendre qu'il coulait dans leurs veines beaucoup de sang aryen, qu'ils avaient été "slavisés" (ou "finnisés") tardivement; mais il y avait aussi l'idée, fort peu nazie, que des siècles

eux à l'époque, la Bohême, c'était un peu ce qu'était la Bretagne à la France... Par ailleurs, la conquête de la Tchécoslovaquie entraînerait la prise de contrôle de mines, d'usines modernes, notamment d'armes, de riches terroirs agricoles (c'était important, car l'Allemagne nazie vivait en autarcie), et aussi de sous-hommes slaves à qui l'on pourrait confier les tâches les plus basses pendant que les Aryens combattaient au front. Enfin, du point de vue militaire et stratégique, depuis l'*Anschluss* la Bohême formait un "rentrant" en territoire allemand, qu'il importait de réduire.

Avec l'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne, les revendications des **Sudètes** s'étaient beaucoup radicalisées¹. En 1933 apparut un Parti allemand des Sudètes, pro-nazi, dirigé par Konrad Heinlein et qui obtenait la majorité des suffrages des germanophones, ainsi que diverses milices et même une Légion sudète. Dès le printemps 1938, des bruits coururent de concentration des troupes allemandes sur la frontière; la France et même le Royaume-Uni élevèrent la voix — mais en privé les diplomates étaient nettement moins vindicatifs, en particulier les Britanniques qui parlaient de possibles concessions territoriales; ce qui, par ricochet, entraîna les Français dans une neutralité de fait, car ils n'envisageaient pas d'attaquer sans les Britanniques; lesquels firent savoir qu'ils ne s'engageraient que si la France était directement attaquée...

La crise éclata en septembre 1938, avec un discours d'une extrême violence de Hitler et des pressions exercées par Heinlein sur le gouvernement tchécoslovaque. Hitler reçut à Berchtesgaden le premier ministre britannique, Chamberlain, le persuada que sa demande était justifiée et qu'il s'agissait de son ultime revendication; il parvint à le convaincre de la nécessité d'une négociation. Chamberlain parvint à convaincre Daladier, le président du Conseil français; les deux démocraties sommèrent le gouvernement de Prague d'accepter une modification des frontières en échange d'une "garantie internationale". Hitler en profita pour durcir encore ses exigences, exigeant notamment le passage à la Hongrie et à la Pologne les régions peuplées de Hongrois (le sud de la Slovaquie) et de Polonais (le district de Teschen). Prague tenta de résister, décréta la mobilisation générale; la Grande-Bretagne mit sa flotte en état d'alerte, la France, l'Allemagne et l'Italie rappelèrent leurs réservistes. L'épreuve de force était engagée. À la dernière minute, Chamberlain suggéra de réunir une conférence internationale; Mussolini l'appuya. La réunion eut lieu fin septembre à **Munich**. Daladier, Chamberlain, Hitler et Mussolini négocièrent une douzaine d'heures seulement avant de se mettre d'accord sur un plan qui constituait en réalité un recul des démocraties sur tout la ligne. Sans tirer un coup de fusil, l'Allemagne obtint tout ce qu'elle avait demandé: un territoire

passés sous des maîtres allemands les avaient eux-même germanisés. Il faut rappeler à ce propos que dans toute l'Europe orientale occupée, les nazis sélectionnèrent des "Aryens d'honneur" sur des critères physiques...

¹ Ils n'avaient obtenu aucune autonomie régionale, malgré toutes leurs demandes — évidemment inquiétantes pour les Tchèques et les Slovaques.

peuplé de deux millions huit cent mille Allemands et de huit cent mille Tchèques, dessiné de telle manière que ce qui demeurait de Tchécoslovaquie était indéfendable. Daladier et Chamberlain furent accueillis triomphalement à leur retour dans leurs capitales respectives — "les cons!". À Paris, seuls les députés communistes, un socialiste et un modéré refusent d'approuver la déclaration que Daladier lut à la Chambre.

La France était extrêmement affaiblie. Dans les semaines qui suivent, Mussolini se mit à lui réclamer des terres selon lui italiennes: Djibouti, la Tunisie, la Corse, la Savoie, Nice. En décembre Chamberlain signa encore un énième pacte de non-agression avec l'Allemagne; la France finit par s'y associer. Dans les démocraties l'opinion publique était déchirée et déboussolée. Staline, qui n'avait jamais envisagé sérieusement d'intervenir pour défendre la Tchécoslovaquie "bourgeoise" (de toute façon a Pologne n'aurait jamais laissé passer l'Armée rouge), constata que les Occidentaux s'étaient comportés comme s'ils voulaient laisser les mains libres à Hitler en Europe orientale; ce fut l'une des raisons (des intérêts communs en Pologne et en Baltique en étaient une autre) pour lesquelles il décida de les combattre sur leur propre terrain en engageant des négociations avec Hitler, afin que celui-ci retournât son agressivité vers l'Europe occidentale et renonçât provisoirement à s'attaquer à l'Armée rouge, épuisée par les grandes purges. Bien entendu, cela n'excusait pas une politique qui revint à laisser Hitler les mains libres pour s'attaquer aux démocraties; sur ces points, voyez le cours sur l'U.R.S.S., au chapitre 6.

En quelques semaines, malgré toutes les prétendues "garanties internationales" et les déclarations apaisantes de Hitler (« les Tchèques, nous n'en voulons même pas »), **la Tchécoslovaquie commença à s'effondrer**. La Hongrie s'empara du sud de la Slovaquie. La Ruthénie subcarpathique, région de langue ukrainienne, obtint son autonomie, ainsi que les régions slovaques où Mgr Josef Tiso (ou Tiszó à la hongroise, 1887-1947), un prêtre formé à Vienne, proche de l'extrême-droite ruraliste mais aussi très antisémite dans la lignée de Karl Lügner (le maire de Vienne à la Belle Époque), "guide" d'un parti nationalo-fascistoïde depuis quelques années, assumait le pouvoir. Fin novembre le président Benes, le père de l'indépendance en 1918, démissionna. En mars 1939, le nouveau président ayant tenté de renvoyer Tiso, la Slovaquie proclama son indépendance; elle devint un État vassal de l'Allemagne et adopta l'idéologie national-socialiste. Dès le lendemain, les troupes allemandes pénétrèrent dans ce qui restait de Tchécoslovaquie et lui imposèrent un protectorat: ainsi disparut la dernière démocratie d'Europe centrale. La Pologne s'empara du district de Teschen, la Hongrie occupa la Ruthénie subcarpathique. Dans la foulée, toujours en mars, Hitler exigea Memel (et l'obtint): c'était le seul débouché sur la mer de la Lituanie.

L'Italie, inspirée par l'exemple allemand, décida de s'attaquer sérieusement à la confection d'un Empire méditerranéen. Depuis la fin des années 1920 elle jouissait d'un quasi-protectorat sur l'**Albanie**, dirigée par le roi Zog (Zogu avec l'article défini, 1895-1961, roi

depuis 1929) Ier. En avril, l'Albanie fut annexée; Victor-Emmanuel III ceignit la couronne albanaise. L'Italie voulait cependant éviter le déclenchement immédiat d'une guerre européenne à laquelle elle n'était pas préparée. Aussi le ministre des affaires étrangères, le comte Ciano, fut-il chargé de négocier une alliance en bonne et due forme avec l'Allemagne, à condition que la guerre n'éclatât pas avant 1943. Hitler accepta... à condition qu'entre-temps on le laissât régler le "problème" de Danzig. Mussolini accepta, et en mai ce fut la signature du "**Pacte d'Acier**", un document qui enchaînait l'Italie à l'alliance allemande.

Hitler, qui n'avait aucune intention de tenir compte des désirs de l'Italie, se retourna immédiatement contre la **Pologne**, avec laquelle les relations étaient restées cordiales durant toutes les années 1930, la dictature locale dite "des colonels", en place depuis la mort de Pilsudski en 1935, partageant avec l'Allemagne nazie un vigoureux anticommunisme et une bonne dose d'antisémitisme. Au printemps 1939 Hitler commença à exiger la ville libre de **Danzig**, où les nazis locaux avaient pris le pouvoir dès la fin 1933 et rongeaient leur frein depuis; mais aussi une route et une voie ferrée à travers le corridor polonais. Dans les démocraties, les équipes au pouvoir avaient enfin décidé de réagir: même Chamberlain avait fini par se rendre compte que le but de Hitler n'était pas la révision des frontières orientales du *Reich* prévues par le traité de Versailles, mais bien la conquête d'un "espace vital" en territoire non germanophone. Daladier, sur la même ligne, confirma l'alliance avec la Pologne tandis que le Royaume-Uni, de son côté, en négociait une autre.

Le coup de tonnerre final éclata en août avec le **pacte germano-soviétique**, qui prit les Occidentaux par surprise — depuis le printemps, eux aussi négociaient avec l'U.R.S.S. La poignée de mains entre Ribentropp et Staline, le fameux toast de ce dernier: « je sais combien la nation allemande aime son *Führer*. Je bois donc à sa santé », signèrent l'arrêt de mort de la paix: désormais Hitler n'avait plus à combattre que sur le seul front occidental. L'attaque contre la Pologne eut lieu une semaine après, le 1er septembre. Le 3, la France et le Royaume-Uni entrèrent en guerre.